

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RAPPORT 2020 SUR LES DROITS DE L'HOMME

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République démocratique du Congo est une république constitutionnelle centralisée. Le président et la chambre basse du parlement (Assemblée nationale) sont élus au suffrage populaire. Après deux ans de retard, les élections présidentielle, législatives et provinciales se sont déroulées le 30 décembre 2018. Le 10 janvier 2019, la Commission électorale nationale indépendante a déclaré Félix Tshisekedi vainqueur de l'élection présidentielle de 2018. L'élection de 2018 a été entachée d'irrégularités et critiquée par certains observateurs, parmi lesquels la Conférence épiscopale, qui a affirmé que les résultats proclamés ne correspondaient pas à ceux de sa mission d'observation. La prise de fonctions du président Tshisekedi en 2019 était la première passation de pouvoir pacifique de l'histoire du pays.

La responsabilité de l'application des lois et du maintien de l'ordre public incombe principalement à la Police nationale congolaise, qui relève du ministère de l'Intérieur. L'Agence nationale de renseignements, qui dépend du cabinet présidentiel, est chargée du renseignement intérieur et extérieur. Les Forces armées de la République démocratique du Congo et le service de renseignement militaire relèvent du ministère de la Défense, et bien qu'ils soient avant tout responsables de la sécurité extérieure, ils travaillent presque exclusivement à la sécurité intérieure. Le cabinet présidentiel dirige la garde républicaine, et le ministère de l'Intérieur supervise la Direction générale des migrations, qui, en coopération avec la Police nationale congolaise, est responsable des contrôles aux frontières. Les autorités civiles n'ont pas toujours maintenu le contrôle des forces de sécurité. Les membres des forces de sécurité ont commis de nombreux abus.

Les problèmes importants en matière de droits de l'homme étaient, entre autres, les suivants : exécutions illégales ou arbitraires, y compris des exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, torture et châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conditions carcérales très dures et délétères, détention arbitraire, prisonniers ou détenus politiques, graves problèmes d'indépendance du système judiciaire, ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, violations graves durant un conflit interne, y compris des exécutions extrajudiciaires de civils, des disparitions ou enlèvements forcés, des actes de torture, des violences ou châtiments physiques, le recrutement et l'emploi illégal d'enfants soldats par des groupes armés illicites, et d'autres abus liés aux conflits, pires formes de

restrictions de la liberté d'expression et de la presse, y compris violences, menaces de violences, arrestations injustifiées de journalistes, censure et criminalisation de la diffamation, ingérence dans le droit de réunion pacifique et dans la liberté d'association, graves actes de corruption dans le secteur public, absence d'enquêtes et de poursuites dans des affaires de violences faites aux femmes, traite des personnes, crimes violents ou menaces de violences à l'encontre de personnes en situation de handicap, membres de minorités nationales, raciales et ethniques, et peuples autochtones, crimes violents ou menaces de violences à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes, et pires formes de travail des enfants.

Le gouvernement a pris des mesures pour identifier les responsables publics auteurs de violations des droits de l'homme, instruire leur cas, les traduire en justice et les sanctionner, mais nombre de ces violations sont restées impunies. Les autorités ont souvent omis d'engager des instructions et des poursuites ainsi que de sanctionner les auteurs de ces violations, notamment lorsque ceux-ci étaient haut-placés. Le gouvernement a condamné certains responsables publics pour meurtre, viol, torture, détention arbitraire et corruption, et a parfois sanctionné les membres des forces de sécurité auteurs d'abus.

Les forces de sécurité gouvernementales ainsi que les groupes armés illicites ont continué de commettre des exactions, principalement dans l'est du pays et dans la région des Kasais. Ces exactions comprenaient des exécutions illégales et des homicides, des disparitions, des actes de torture, des destructions de biens publics et privés, et des violences sexuelles et sexistes. Les groupes armés illicites ont également recruté, enlevé et employé des enfants soldats et contraint des personnes au travail forcé. Le gouvernement a pris des mesures militaires contre certains groupes armés illicites, et a engagé des instructions et des poursuites contre certains de leurs membres auteurs de violations des droits de l'homme.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

De nombreux rapports ont fait état d'exécutions arbitraires ou illégales commises par les pouvoirs publics ou leurs agents. La responsabilité de mener des enquêtes afin de déterminer si les exécutions commises par les forces de sécurité étaient

justifiées et d'entamer le cas échéant des poursuites judiciaires incombait principalement aux tribunaux militaires.

Les forces de sécurité de l'État ont commis des exécutions arbitraires ou illicites lors d'opérations menées contre des groupes armés illicites dans l'est du pays et dans la région des Kasaïs (voir la section 1.g.). Selon le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), les forces de sécurité ont été responsables d'au moins 225 exécutions extrajudiciaires au cours de l'année dans l'ensemble du pays à la date du 30 juin. Un grand nombre de ces exécutions extrajudiciaires ont été commises dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, où les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont affronté les Forces démocratiques alliées (ADF) ainsi que d'autres milices, y compris des milices ethniques dans le territoire de Djugu, dans l'Ituri.

Selon l'ONU, entre le 30 mars et le 22 avril, des agents de la Police nationale congolaise (PNC) et de la police militaire ont eu un recours excessif à la force pour réprimer le mouvement politique et religieux séparatiste Bundu Dia Kongo, également connu sous le nom de Bundu Dia Mayala, exécutant 66 personnes et en blessant 74 en dehors de tout cadre judiciaire. L'ONU et d'autres enquêteurs ont notamment déterminé que le 22 avril, des agents de la PNC ont tué 15 personnes lors d'un assaut contre une église à Songololo (province du Kongo-Central), qui accueillait des partisans du mouvement Bundu Dia Kongo. Le 24 avril, lors d'une opération visant à interpellier Ne Muanda Nsemi, chef du mouvement Bundu Dia Kongo, à son domicile situé à Kinshasa, des affrontements entre la PNC et la Garde républicaine d'une part et les partisans du mouvement d'autre part ont coûté la vie à au moins 33 personnes. Après les opérations à Kinshasa, le parquet militaire a enquêté afin de déterminer si les exécutions commises par les forces de sécurité étaient justifiées, et a indiqué qu'il entamerait des poursuites. En octobre, les enquêtes étaient encore en cours.

Selon les médias locaux, le 21 mai, un agent de la PNC a abattu par balles un manifestant à Beni, dans la province du Nord-Kivu. La victime, Freddy Kambale, était un membre du groupe de jeunes militants Lutte pour le changement (LUCHA) qui manifestait contre l'insécurité qui continue de sévir dans la région. Les policiers chargés de répondre à cette manifestation avaient initialement fait valoir que le défilé était contraire aux dispositions de l'état d'urgence national décrété à la suite de la COVID-19, lesquelles interdisaient les rassemblements de plus de 20 personnes. Selon les témoignages des observateurs locaux, toutefois, seules 20 personnes ont participé à la manifestation. Le 13 juillet, un tribunal militaire a

reconnu le fonctionnaire de police incriminé coupable de meurtre et l'a condamné à la réclusion à perpétuité.

Selon Human Rights Watch (HRW), après des manifestations le 9 juillet, les cadavres de trois hommes ont été découverts sur les rives de la rivière Lubumbashi. Les cicatrices et les mutilations visibles sur les dépouilles indiquent qu'ils ont potentiellement été torturés. Au moins l'un d'entre eux se serait trouvé entre les mains de la police militaire avant sa mort. En septembre, la justice militaire était encore en train d'instruire cette affaire.

Bien que le système de justice militaire ait condamné des agents des forces de sécurité de l'État pour atteintes aux droits de l'homme, l'impunité était toujours un grave problème. Le gouvernement a participé à des travaux de comités conjoints des droits de l'homme avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et a fait usage des ressources internationales disponibles, telles que le programme d'appui technique et logistique mis en œuvre par les Nations Unies pour les auditeurs militaires, ainsi que les audiences foraines appuyées par les organisations non gouvernementales (ONG). Des tribunaux militaires ont jugé des agents des forces de sécurité de l'État coupables de violations des droits de l'homme. Selon l'ONU, à compter du 31 juillet, au moins 85 soldats des FARDC et 32 fonctionnaires de la PNC avaient été condamnés pour violations des droits de l'homme.

Des groupes armés illicites ont commis des exécutions arbitraires et illicites tout au long de l'année (voir la section 1.g.). Les groupes armés illicites ont recruté et employé des enfants en tant que soldats et boucliers humains et ont ciblé des éléments des forces de sécurité de l'État, des responsables publics et d'autres parties. À compter du 30 juin, au moins 1 315 exécutions sommaires étaient attribuées aux groupes armés illicites, dont la Défense Nduma du Congo – Rénové (NDC-R), ce que le BCNUDH a décrit comme une « augmentation déconcertante » par rapport aux 416 exécutions dénombrées sur la même période en 2019.

b. Disparitions

Des rapports ont fait état de disparitions imputables aux forces de sécurité de l'État au cours de l'année. Les autorités ont souvent refusé de reconnaître qu'elles détenaient des suspects et, parfois, en ont détenu dans des établissements non officiels, notamment des bases militaires et des établissements de détention administrés par l'Agence nationale de renseignement (ANR). Les lieux où se trouvaient certains militants de la société civile et d'autres civils arrêtés par les

forces de sécurité de l'État sont restés inconnus pendant de longues périodes. Bien que le président Tshisekedi ait promis à l'ONU un accès à tous les établissements de détention, certaines prisons de l'ANR sont restées secrètes, si bien qu'il était impossible d'y accéder.

Selon le BCNUDH, le 22 février, des agents de la PNC auraient arrêté arbitrairement et détenu illégalement deux hommes à Kademie, capitale de la province du Tanganyika. Les deux hommes auraient été interpellés alors qu'ils étaient en train de se bagarrer en public. Le 24 février, lorsqu'un un proche s'est rendu au commissariat pour rendre visite aux deux hommes, on l'a informé qu'ils s'étaient évadés. Pourtant, depuis l'interpellation, les familles sont sans nouvelles de leurs proches.

Selon la MONUSCO, le 9 juin, à Kinshasa, un homme a été victime de disparition forcée. Avant sa disparition, la victime aurait dit à l'un de ses proches qu'elle avait un différend avec un agent des FARDC vivant au Camp Kokolo, un établissement militaire situé à Kinshasa. En septembre, l'enquête de la justice militaire était encore en cours.

Des groupes armés illicites ont enlevé de nombreuses personnes, généralement pour les soumettre au travail forcé, au service militaire ou à l'esclavage sexuel. Beaucoup de ces victimes ont disparu (voir la section 1.g.)

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi criminalise la torture, mais des rapports crédibles ont indiqué que les forces de sécurité de l'État continuaient de commettre des violences et des actes de torture contre des civils, en particulier des détenus et des prisonniers. Tout au long de l'année, des militants ont diffusé des vidéos montrant la police qui battait des manifestants non armés et non violents.

Selon les médias locaux, le 13 juin, à Kalemie (province du Tanganyika), un agent de l'ANR aurait interpellé et flagellé un homme d'affaires accusé de fabriquer des faux billets de dollars des États-Unis. Cinq jours après avoir effectué un achat dans un magasin à Kalemie, l'homme a été convoqué au bureau de l'ANR. L'agent de l'ANR aurait fouetté le derrière de l'homme pour obtenir ses aveux. Une photo de l'homme, pantalon baissé et couvert de sang, a circulé sur les réseaux sociaux. L'homme a dû être hospitalisé en raison de ses blessures. En réaction à l'incident, André Lite, ministre des Droits humains, a appelé à l'ouverture d'une enquête et

affirmé que le gouvernement avait une politique de tolérance zéro à l'encontre de la torture. En novembre, l'enquête était encore en cours.

Le 28 juillet, à Kisangani, dans la province de la Tshopo, des agents de la PNC ont interpellé trois membres du mouvement citoyen Filimbi, qui manifestaient après que le gouverneur de la province, M. Walle Lufungula, avait refusé de démissionner malgré la motion de censure adoptée par la législature provinciale. Filimbi et d'autres groupes de la société civile ont pourtant affirmé qu'ils avaient respecté toutes les exigences légales préalables à l'organisation d'un défilé public. Selon les défenseurs des droits de l'homme locaux, la police aurait torturé et infligé des mauvais traitements aux militants de Filimbi lorsqu'ils se trouvaient sous arrestation, et l'un d'entre eux aurait été hospitalisé après sa libération le 30 juillet.

André Lite, ministre des Droits humains, a condamné publiquement les gouverneurs des provinces de l'Équateur, de la Mongala, de Sankuru, du Haut-Uele et du Kasai-Central, accusés d'avoir ordonné la torture de dissidents politiques.

D'après le portail en ligne de l'ONU *Déontologie en missions de terrain*, 30 allégations d'exploitation sexuelle et d'exactions formulées à l'encontre de membres congolais des forces de maintien de la paix de l'ONU, dont trois l'ont été en 2019, une en 2018, une en 2017, 18 en 2016 et sept en 2015, étaient en cours d'examen. En septembre, le gouvernement n'avait pas encore fait part des mesures qu'il prévoit de prendre pour donner suite à ces 30 allégations encore en cours d'examen, lesquelles comprennent : 17 cas de viol sur mineur, trois cas d'agression sexuelle ou de rapports sexuels avec un mineur, un cas de viol sur une personne adulte, cinq cas de rapports sexuels monnayés avec un adulte, trois cas d'agression sexuelle visant un adulte, et un cas de relation d'exploitation avec un adulte.

Bien que le gouvernement ait poursuivi ses progrès dans l'optique de contraindre les membres des forces de sécurité accusés de violations et abus des droits de l'homme à rendre des comptes, l'impunité dont bénéficiaient les FARDC à l'égard de tels agissements demeurait un problème. Certains efforts en ce sens ont été freinés par la poursuite des conflits dans l'est de la RDC. Selon l'ONU, la justice militaire a instruit des violations des droits de l'homme et condamné des agents pour des infractions telles que des violences sexuelles, des meurtres, des arrestations arbitraires et des actes de torture.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Dans la plupart des prisons du pays, les conditions étaient dures et délétères en raison de pénuries alimentaires, d'une surpopulation carcérale extrême et de conditions d'hygiène et de soins médicaux inadéquats. Les conditions étaient encore plus dures dans les petits centres de détention administrés par l'ANR, la Garde républicaine (GR) ou d'autres forces de sécurité, où des personnes étaient souvent placées en détention provisoire de longue durée, sans accès à leur famille ou à un avocat.

Conditions matérielles : Les prisons centrales étaient fortement surpeuplées, les taux d'occupation étant estimés en moyenne à 200 % de leur capacité. Par exemple, la prison centrale de Makala, à Kinshasa, construite en 1958 pour accueillir 1 500 personnes, en a hébergé jusqu'à 8 200 au cours de l'année. En août 2019, la Commission nationale des droits de l'homme a publié un rapport après avoir visité des prisons dans chacune des 26 provinces du pays en 2018. Selon la Commission, seules quatre prisons n'étaient pas en situation de surpopulation extrême, et la plupart des bâtiments utilisés comme installations de détention étaient à l'origine conçus pour d'autres utilisations. Par exemple, à Kamina, dans la province du Haut-Lomami, 244 prisonniers étaient détenus dans une ancienne gare. À Isiro, dans la province du Haut-Uele, 96 hommes étaient détenus dans un entrepôt de bière. À Bunia, dans la province de l'Ituri, 1 144 prisonniers étaient détenus dans une ancienne porcherie.

Après la visite de Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, en janvier, le gouvernement a lancé une initiative pour désengorger les prisons. Le processus s'est accéléré pendant la pandémie de COVID-19, si bien qu'à compter du 30 juin, 2 843 détenus avaient été libérés.

Les hommes et les femmes étaient généralement placés dans des quartiers distincts, mais les mineurs et les adultes étaient souvent incarcérés ensemble. Les femmes étaient parfois incarcérées avec leurs enfants. Les détenus provisoires étaient rarement séparés des prisonniers condamnés.

Les menaces graves pour la vie et la santé étaient généralisées, et notamment la violence (en particulier le viol), le manque de nourriture, et l'insuffisance de l'alimentation en eau potable, des installations sanitaires, de l'aération, du contrôle de la température, de l'éclairage et des soins médicaux. L'insuffisance de l'aération exposait les détenus à une chaleur extrême. La plupart des prisons étaient sous-dotées en personnel, insuffisamment équipées et mal entretenues, ce qui aboutissait souvent à de la corruption et à un mauvais contrôle de la population carcérale, ainsi qu'à des évasions. Selon les médias locaux, le ministère de la Justice, responsable

des prisons, n'avait pas suffisamment de fonds pour prendre en charge l'alimentation et les soins médicaux des détenus. Selon les Nations Unies, au 30 juin, 89 personnes étaient mortes en détention depuis le début de l'année, contre 106 décès sur la même période en 2019, soit une baisse de 16 %. Ces décès étaient dus à la malnutrition, aux mauvaises conditions sanitaires et au manque d'accès à des soins médicaux appropriés. Étant donné que les détenus manquaient de nourriture et avaient peu accès à l'eau, nombreux étaient ceux qui dépendaient exclusivement de membres de leur famille, d'ONG et de groupes confessionnels pour assurer leur subsistance.

Selon les organisations locales de défense des droits de l'homme, sur une période de 30 jours au mois de janvier, au moins 49 détenus à la prison centrale de Makala, située à Kinshasa, seraient morts de malnutrition et de pathologies connexes ; 69 détenus à Bukavu (province du Sud-Kivu) et 44 à Goma (Nord-Kivu) seraient par ailleurs morts de faim entre octobre 2019 et février. Le 3 mai, 20 détenus se sont évadés de la prison centrale de Watsa (Haut-Uele) en démontant le toit de l'établissement. Dans le sillage de cet incident, le directeur de la prison a reconnu que de nombreux prisonniers souffraient de malnutrition.

Les directeurs et le personnel administraient généralement les prisons dans un but lucratif, vendant les places de couchage au plus offrant et exigeant des paiements pour les visites familiales. En mai, la *Deutsche Welle* a signalé que les détenus à la prison centrale de Mbuji-Mayi, capitale de la province du Kasai-Oriental, et à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa étaient confrontés à une surpopulation carcérale extrême et devaient verser des paiements aux responsables de la prison pour obtenir une place de couchage.

Les groupes armés illicites ont détenu des civils, souvent dans le but d'obtenir rançon. De nombreux survivants ont signalé à la MONUSCO avoir été victimes de travail forcé (voir la section 1.g.).

Administration : Les autorités ont interdit à certains détenus de recevoir des visites et leur ont fréquemment interdit de prendre contact avec les autorités judiciaires ou de porter plainte auprès de celles-ci.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a fréquemment autorisé le Comité international de la Croix-Rouge, la MONUSCO et les ONG à accéder aux centres de détention officiels administrés par le ministère de la Justice. En revanche, certaines demandes d'accès aux installations gérées par la GR, l'ANR et les services de renseignement de l'armée ont été rejetées. L'impossibilité de se

déplacer sur le territoire du pays en raison de la COVID-19 a eu des retombées négatives sur les mesures d'observation.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations ou les détentions arbitraires, mais les forces de sécurité de l'État ont régulièrement arrêté ou détenu des personnes arbitrairement (voir la section 1.e.). Les groupes armés illicites ont également commis des enlèvements et détentions arbitraires, souvent pour rançon. De nombreux survivants ont signalé à la MONUSCO avoir été victimes de travail forcé (voir la section 1.g.).

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi exige la délivrance d'un mandat en cas d'arrestation pour délits passibles de plus de six mois d'emprisonnement. Les détenus doivent être présentés à un magistrat dans un délai de 48 heures. Les autorités doivent informer les personnes arrêtées de leurs droits et du motif de leur arrestation et ne sont pas autorisées à arrêter un membre de la famille à la place de la personne recherchée. Elles doivent permettre aux personnes arrêtées de contacter leur famille et de consulter un avocat. Les responsables de la sécurité enfreignaient toutefois régulièrement toutes ces dispositions.

Bien que la loi prévoie un système de mise en liberté sous caution, ce système ne fonctionnait généralement pas. Les détenus sans moyens avaient rarement accès à un avocat. Les autorités ont souvent détenu des suspects au secret, notamment dans les centres de détention non officiels gérés par l'ANR, le renseignement militaire et la GR, et ont refusé de reconnaître ces détentions.

Les autorités pénitentiaires ont souvent détenu des personnes après la fin de leur peine à cause de la désorganisation, des problèmes de tenue des dossiers, de l'inefficacité de la justice ou de la corruption. Les détenus qui n'avaient pas les moyens de s'acquitter de leur amende restaient souvent incarcérés indéfiniment (voir la section 1.e.).

Arrestations arbitraires : Des membres des forces de sécurité ont arrêté et détenu de nombreux militants de la société civile, journalistes et membres de partis de l'opposition, parfois en leur refusant le bénéfice des garanties prévues par la loi (voir les sections 1.a., 2.a. et 5). Les forces de sécurité ont régulièrement détenu au secret et sans mise en accusation des manifestants et des militants de la société

civile pendant de longues périodes. Selon l'ONU, à compter du 30 juin, les forces de sécurité avaient arrêté de manière arbitraire au moins 1 327 personnes dans le pays, contre 2 947 au cours de la même période en 2019. Des défenseurs des droits de l'homme ont encore été arrêtés et détenus de manière arbitraire, sans procès public et équitable.

Le 20 janvier, un militant des droits de l'homme du nom de Joseph Lokondo a été arrêté pour avoir critiqué Dieudonné Bokolo, le gouverneur de la province de l'Équateur. Selon HRW, il est resté en détention provisoire jusqu'au 7 juillet, date à laquelle une cour d'appel l'a condamné à six mois d'emprisonnement pour « outrage à un membre du gouvernement ». Le 8 juillet, M. Lokondo a été libéré car il avait déjà purgé sa peine. En prison, il aurait été gravement malade en raison des conditions carcérales, et de l'agression qu'il aurait subie lors de son arrestation par les forces de sécurité.

La police a parfois arrêté et détenu des personnes arbitrairement sans inculpation, aux fins d'extorquer de l'argent aux membres de leur famille ou en raison de carences des systèmes administratifs.

Selon le BCNUDH, le 11 avril, des soldats des FARDC auraient arrêté arbitrairement et détenu illégalement au moins 35 personnes à Uvira, dans la province du Sud-Kivu, les accusant de ne pas s'être présentées à leurs travaux d'intérêt général hebdomadaires, qui consistaient à rénover une route. Les détenus ont été libérés après s'être acquittés d'une amende.

Détention provisoire : Les détentions provisoires prolongées, durant souvent plusieurs mois ou plusieurs années, ont continué à poser problème. Selon les estimations de l'Association congolaise pour l'accès à la justice, une ONG locale, entre 75 et 80 % de la population carcérale se trouvait en détention provisoire. L'inefficacité judiciaire, les obstacles administratifs, la corruption, les contraintes financières et le manque de personnel se sont également traduits par des retards dans la tenue des procès. En mai, la *Deutsche Welle* a signalé que les détenus à la prison centrale de Mbuji-Mayi, capitale de la province du Kasai-Oriental, et à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa se sont souvent vu refuser le droit à un procès.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : Les détenus ont le droit de contester devant un tribunal le bien-fondé de leur détention ou d'exciper de la nature arbitraire de celle-ci ; toutefois, rares sont ceux qui ont été libérés et indemnisés dans de brefs délais.

e. Dénis de procès public et équitable

La loi prévoit l'indépendance du système judiciaire, mais celui-ci était corrompu, influençable et vulnérable à l'intimidation. Les juges ont souvent fait l'objet de coercition de la part de responsables officiels et d'autres personnes influentes.

Le manque de procureurs et de juges a réduit la capacité des autorités à tenir des procès rapides et les juges ont parfois refusé d'être nommés à des postes situés dans des régions isolées du pays où la pénurie de personnel était la plus grande parce que les pouvoirs publics n'étaient pas en mesure de leur apporter des appuis dans ces régions. Les autorités ont régulièrement ignoré les décisions judiciaires. Les conseils de discipline relevant du Conseil supérieur de la magistrature ont continué de statuer sur des cas de corruption et de faute professionnelle. Dans certaines de leurs décisions, ils ont ordonné le limogeage ou la suspension de juges et d'autres magistrats ou leur ont infligé des amendes.

Les magistrats militaires sont chargés d'instruire et poursuivre en justice toutes les infractions reprochées à des membres des forces de sécurité, qu'elles aient été ou non commises dans l'exercice de leurs fonctions. Les civils peuvent être poursuivis devant la justice militaire s'ils sont accusés d'infractions impliquant une arme à feu. La justice militaire a souvent cédé aux ingérences des responsables politiques et des membres de l'état-major, et les magistrats exerçant dans des zones de conflit n'étaient pas suffisamment protégés. Les mécanismes judiciaires étaient particulièrement inefficaces pour les affaires de mauvaise conduite impliquant des officiers de grade intermédiaire et haut-gradés, car une règle impose que le juge d'un tribunal militaire soit d'un grade supérieur à celui du prévenu.

Procédures applicables au déroulement des procès

Bien que la Constitution prévoit la présomption d'innocence, cette disposition n'a pas toujours été appliquée dans la pratique. Les autorités doivent informer les prévenus des chefs d'accusation qui leur sont imputés dans les meilleurs délais et en détail et, si besoin est, leur fournir gratuitement des services d'interprétation, mais ne l'ont pas toujours fait. Le public est autorisé à assister aux procès à la discrétion du président du tribunal. Les prévenus ont le droit de passer en procès dans un délai de 15 jours à compter de leur mise en accusation, délai qui peut être prolongé jusqu'à 45 jours au maximum par les juges. Les autorités ne se sont conformées à cette exigence que rarement. Il n'est pas exigé dans la plupart des affaires de fournir un avocat aux prévenus, à l'exception des procès pour meurtre.

Les autorités ont régulièrement fourni des avocats commis d'office aux prévenus indigents passibles de la peine capitale, mais les avocats n'ont souvent pas eu un accès adéquat à leurs clients. Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès et de se faire défendre par un avocat. Les autorités n'ont, à l'occasion, pas tenu compte de ces droits. Il a généralement été accordé aux prévenus un temps suffisant pour qu'ils préparent leur défense, bien qu'il y ait eu peu de ressources disponibles. Les prévenus ont le droit de confronter les témoins à charge et de présenter des preuves et des témoins à décharge pour leur défense, mais les témoins hésitaient souvent à témoigner par crainte de représailles. Les prévenus ne sont pas contraints de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. Ils ont le droit de faire appel, sauf dans les affaires qui concernent la sécurité nationale, les vols à main armée et la contrebande, qui relèvent généralement de la compétence de la Cour de sûreté de l'État.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de détenus politiques n'a été signalé au cours de l'année. Cependant, selon un rapport de HRW en juillet, au cours de l'année, 11 personnes auraient été arrêtées pour « outrage à l'autorité », une infraction pénale. Parmi ces 11 cas, l'un d'entre eux concernait des allégations d'insultes au président et les 10 autres étaient consécutifs à des outrages aux autorités provinciales ou aux parlementaires.

Des groupes locaux de la société civile ont affirmé que les 23 individus encore incarcérés pour l'assassinat de l'ancien président Laurent-Désiré Kabila en 2001 étaient des prisonniers politiques car ils n'auraient pas encore eu droit à un procès équitable.

Le gouvernement a autorisé des organisations internationales humanitaires et de défense des droits de l'homme et la MONUSCO à voir certains de ces détenus, mais il leur a constamment refusé tout accès aux centres de détention administrés par la Garde républicaine, les services de renseignement militaire et l'ANR (voir la section 1.c.).

Procédures et recours judiciaires au civil

Les particuliers peuvent demander des réparations pour atteinte à leurs droits de l'homme en formant des recours devant les tribunaux civils. La plupart ont toutefois préféré se pourvoir devant la justice pénale.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit les ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance, mais les forces de sécurité de l'État ont couramment ignoré ces dispositions. Elles ont harcelé et volé des civils, ont pénétré dans leur domicile et leur véhicule sans mandat et les ont fouillés, et ont pillé des résidences, des entreprises et des établissements d'enseignement. Des personnes ont souvent été sanctionnées pour des infractions reprochées à des membres de leur famille. Selon les Nations Unies, au 30 juin, les policiers et militaires avaient commis 320 violations du droit à la propriété.

g. Violences et exactions dans les conflits internes

Dans l'est du pays, les affrontements entre les forces de sécurité de l'État et des centaines de groupes armés illicites disparates se sont poursuivis.

Des rapports crédibles ont fait état de la commission de graves atteintes aux droits de l'homme et d'abus par les groupes armés illicites et les forces de sécurité de l'État au cours des conflits internes. Le 30 juin, le BCNUDH a signalé que les groupes armés illicites actifs dans le pays étaient responsables d'une « recrudescence déconcertante » de violations des droits de l'homme, dont le nombre aurait augmenté de 91 % au cours de la même période en 2019. Selon l'ONU, à compter du 31 juillet, 41 membres de groupes armés avaient été condamnés pour violations des droits de l'homme.

Des conflits ont continué de sévir dans les provinces à l'est et au nord du pays, particulièrement les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, de l'Ituri, du Maniema, du Haut-Uele, du Bas-Uele et du Kasai-Central. Les groupes armés illicites ont continué de commettre des violences contre des civils. Ces groupes comprennent notamment : la Défense Nduma du Congo – Rénové (NDC-R), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), les Forces démocratiques alliées (ADF), l'Armée de résistance du Seigneur, les anciens combattants du Mouvement du 23 mars, des groupes maï-maï (milices locales) et des milices ethniques dans le territoire de Djugu (province de l'Ituri), notamment celles qui sont associées à la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO). De nombreux groupes armés illicites étaient originaires d'autres pays ou composés principalement d'étrangers.

Les conflits entre les groupes armés ont provoqué d'importants déplacements de population et ont donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'homme, en particulier dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Au Nord-Kivu, la NDC-R, la maï-maï Mazembe, les ADF, les FDLR ainsi qu'une foule de groupes armés de moindre importance se sont affrontés pour s'adjuger des territoires, ce qui a entraîné des déplacements de population considérables. Certains éléments des FARDC auraient collaboré avec certaines factions de la NDC-R.

En juillet, l'International Crisis Group a publié un rapport portant sur les trois dernières années de violences intercommunautaires entre les groupes lendu et hema, dans le territoire de Djugu, situé dans la province de l'Ituri. Ce rapport attribuait principalement la vague de violence constatée à des groupes de jeunes Lendus, y compris la milice CODECO, qui n'étaient pas forcément bien organisés ou soutenus par la majorité de la communauté lendue. Ces groupes ont continué de mener des attaques de plus en plus audacieuses et meurtrières contre les communautés hemas, d'autres groupes communautaires dans le territoire de Djugu et les FARDC.

Dans un rapport publié au mois de mai, le Congo Research Group a déterminé qu'entre 2014 et 2020, la NDC-R, sous le commandement de Guidon Shimiray Mwissa (Guidon), est devenue le groupe rebelle le plus puissant et efficace du pays. Selon le rapport, la NDC-R a réussi à mettre en place des régimes de gouvernance et de taxation parallèles dans les vastes zones riches en ressources qu'elle contrôlait. D'après le Congo Research Group, les victoires de la NDC-R contre d'autres groupes majeurs, dont les FDLR, lui ont permis de nouer et de maintenir une relation de collaboration avec les FARDC : ainsi la NDC-R était-elle autorisée à détenir des territoires, créer des entreprises et percevoir des impôts, « imitant les FARDC et l'État ». En contrepartie, les FARDC ont fourni à la NDC-R des munitions et des uniformes et lui ont accordé un passage illimité vers une grande partie de l'est du pays. Selon les médias locaux, en juillet, le groupe a imploré après l'éviction de son commandant, Guidon, et les FARDC ont redoublé d'attaques contre la faction de Guidon afin d'exécuter le mandat d'arrêt qui existait à son encontre. D'autres groupes armés ont profité de cette instabilité pour s'emparer de territoires contrôlés par la NDC-R. En novembre, Guidon était toujours en cavale.

La coopération opérationnelle entre la MONUSCO et le gouvernement s'est poursuivie dans l'est du pays. La Brigade d'intervention de la MONUSCO a soutenu les FARDC dans le Nord-Kivu et dans le sud de l'Ituri. Les forces de la MONUSCO ont déployé et mené des patrouilles pour protéger les déplacés

internes des attaques des groupes armés dans le Nord-Kivu, dans le sud de l'Ituri, et dans le Sud-Kivu, près de Minembwe.

Exécutions extrajudiciaires : Selon les données de l'ONU, en moyenne, huit civils ont été tués chaque jour dans les zones touchées par les conflits.

D'après le BCNUDH, à compter du 30 juin, les forces de sécurité de l'État avaient procédé à 155 exécutions sommaires de civils dans les zones touchées par les conflits, soit moins que les 173 dénombrées au cours de la même période en 2019. En juillet, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un rapport sur les violences dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 janvier 2020, liées aux ADF et à la campagne des FARDC contre ces dernières. Le rapport a identifié des abus commis par les forces de sécurité de l'État au cours de la campagne contre les ADF, notamment après leur déploiement à grande échelle en octobre 2019. Il a fait état de huit exécutions sommaires commises par les FARDC, et de 91 arrestations arbitraires, dont au moins quatre de mineurs.

Selon l'ONU, le 7 mai, lors d'opérations contre les groupes armés illicites dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), un soldat du 3 416^e régiment des FARDC a tué une petite fille de trois ans et blessé un homme et deux femmes en tentant de les expulser de leur logement. Le soldat a été interpellé et placé en détention par le parquet militaire, qui a par la suite ouvert une enquête sur cette exécution.

Le BCNUDH a également signalé que les groupes armés illicites ont tué au moins 1 315 civils, dont 129 femmes, au cours des six premiers mois de l'année, un chiffre en nette augmentation par rapport aux 416 civils tués au cours de la même période en 2019. À compter du 30 juin, les violences attribuées à plusieurs milices lëndues dans la province de l'Ituri s'étaient soldées par au moins 636 exécutions sommaires et avaient contraint environ 1,2 million de personnes à se déplacer à l'intérieur de leur pays. Les assaillants dans le territoire de Djugu (province de l'Ituri) auraient tué au moins 525 personnes, principalement lors d'embuscades et d'attaques contre des villages ciblant les civils. Soixante-et-un décès de civils ont été attribués à la NDC-R. Selon la MONUSCO, le 6 janvier, des combattants de la NDC-R ont tué deux femmes, blessé un homme et une autre femme avec des machettes et enlevé deux autres hommes dans le territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu. Cette attaque serait un acte de revanche contre la population civile, que les combattants de la NDC-R accusaient d'avoir facilité l'arrestation de l'un des membres du groupe.

Le groupe maï-maï Nyatura a commis 98 exécutions sommaires de civils dans les provinces touchées par les conflits au cours du premier semestre, et les FDLR en ont commis au moins 66.

Le rapport du HCDH en juillet a attribué aux ADF des violations des droits de l'homme « généralisées, systématiques et extrêmement brutales » ; le groupe aurait par ailleurs tué au moins 496 civils. Dans un rapport de suivi traitant les événements entre le 1^{er} février et le 30 juin, le HCDH a attribué 383 exécutions supplémentaires aux ADF. Par exemple, le 18 mai, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu), des combattants des ADF ont attaqué des civils avec des armes à feu et des machettes, tuant sept personnes et en blessant trois autres. Au cours de cette attaque, les combattants des ADF ont également détruit quatre maisons par le feu.

Enlèvements : Nombre des 1 327 personnes arrêtées arbitrairement par les forces de sécurité de l'État l'ont été dans l'est du pays.

Des organismes des Nations Unies et des ONG ont signalé que des groupes armés illicites enlevaient des personnes, généralement pour les employer comme porteurs ou guides, ou pour exiger des rançons. Selon l'ONU, au 30 juin, les milices présentes dans le territoire de Dju gu avaient enlevé au moins 201 civils, et au total, les groupes armés illicites avaient enlevé au moins 118 mineurs. Ce sont le maï-maï Mazembe et la NDC-R qui ont enlevé le plus grand nombre de mineurs.

Le 18 mai, à Lubero (Nord-Kivu), des combattants de la NDC-R ont enlevé au moins 70 personnes avant de les attacher et de les battre à coup de bâton et de crosse de fusil. Les assaillants ont emmené les victimes vers un camp, où elles ont été détenues pour rançon et forcées à construire des abris et à porter de l'eau. Les ADF auraient également enlevé des personnes pour les soumettre au travail forcé dans des camps. Selon le rapport du HCDH en juillet, les ADF avaient enlevé 508 personnes, dont 116 mineurs.

Au 5 août, l'outil de suivi de crise de l'ONG Invisible Children avait répertorié 212 enlèvements, dont 16 enlèvements d'enfants, dans les provinces du Haut et du Bas-Uele. Il a été déterminé que l'Armée de résistance du Seigneur a commis 153 de ces enlèvements.

Sérvices, sanctions et torture : Les violences sexuelles perpétrées par les FARDC, la PNC, l'ANR, les groupes armés illicites et les civiles étaient généralisées. Au 31 juillet, les Nations Unies avaient relevé 501 adultes et 64 enfants victimes de violences sexuelles lors des conflits. Ces crimes ont parfois été commis en tant que

tactique de guerre pour punir les civils de leur allégeance perçue à des partis ou à des groupes rivaux. Ces crimes ont été commis partout dans le pays, mais principalement dans les zones de conflit dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Des organismes des Nations Unies et des ONG ont signalé qu'au 30 juin, les FARDC avaient arrêté, détenu illégalement, violé et torturé au moins 378 personnes dans les zones touchées par les conflits. Pendant cette période, les FARDC ont contraint 46 civils, dont une femme et un enfant, au travail forcé. Le gouvernement a contesté ces chiffres.

Les groupes armés illicites étaient également à l'origine de nombreux cas de violences physiques et sexuelles. Selon les données de l'ONU, ce sont les FDLR, les milices twa et les assaillants du territoire de Dju gu qui ont commis le plus de violences sexuelles liées aux conflits. Le BCNUDH a indiqué que la plupart des viols commis par les FDLR l'ont été dans le territoire de Nyiragongo, alors que des femmes se rendaient au Parc national des Virunga pour y ramasser du bois de chauffage. D'après la MONUSCO, le 2 mai, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu), des combattants des FDLR ont violé deux femmes, tuant l'une d'entre elles. Les membres de la milice twa ont principalement ciblé les femmes travaillant dans des exploitations agricoles ou se déplaçant vers ou depuis celles-ci. Par exemple, en avril, des miliciens twa ont violé 16 femmes sur leurs exploitations dans la province du Tanganyika avant de les contraindre à les suivre dans la forêt pour la nuit et de les relâcher le lendemain matin.

Le BCNUDH a signalé au moins 95 cas de femmes adultes victimes de violences sexuelles perpétrées par le groupe armé FDLR. Au moins 30 mineurs ont été victimes de violences sexuelles commises par la NDC-R.

Selon la section Protection de l'enfant de la MONUSCO, plus de 80 % des femmes et filles sauvées du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri ont déclaré être victimes de violences sexuelles. Le 14 février, à Bunia (Ituri), un tribunal militaire a jugé trois membres de la Force de résistance patriotique de l'Ituri coupables de crimes de guerre : viols, pillages, et participation à un mouvement insurrectionnel. Ils ont tous les trois été condamnés à 20 ans d'emprisonnement.

Le 28 juillet, un tribunal militaire à Bunia a également condamné 15 membres du CODECO et de la FPIC à 20 ans de prison assortis d'une amende pour participation à un mouvement insurrectionnel. Le tribunal militaire en question a

ouvert les audiences au public afin de lutter contre l'impunité dans la province de l'Ituri.

Le 23 novembre, un tribunal militaire a condamné Ntabo Ntaberi Sheka, fondateur de la Défense Nduma du Congo (NDC), pour, entre autres, crimes de guerre, viols en série, recrutement d'enfants soldats et assassinat. M. Sheka s'était rendu à la MONUSCO en 2017, et son procès avait débuté en 2018. Les ONG ont salué la qualité des preuves produites lors du procès, mais se sont inquiétées de sa lenteur, des cas d'intimidation envers des témoins, et de l'absence de procédure d'appel conformément à la loi relative aux crimes de guerre.

Un rapport publié par le HCDH en janvier a fait état de mutilations, de démembrements et d'autres atrocités commises par les milices lendues, notant que ces violences « pourraient comporter au moins certains éléments constitutifs du crime de génocide ».

Enfants soldats : Aucun cas d'enfant soldat utilisé par les FARDC n'a été relevé. Le 3 août, le ministère de la Défense a publié un décret renforçant l'interdiction pour les FARDC de recruter ou de recourir à des enfants soldats.

Selon l'ONU, au moins 952 enfants ont été sauvés de groupes armés illicites au cours des six premiers mois de l'année. La plupart d'entre eux appartenaient à la milice maï-maï Mazembe dans le Nord-Kivu. Les ADF ont continué d'enlever des enfants et de les employer comme combattants. Le HCDH estime à au moins 56 le nombre d'enfants recrutés entre janvier 2019 et le mois de janvier de cette année. La NDC-R a également recruté et eu recours à des enfants soldats. Au 30 juin, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a signalé 59 enfants recrutés, un chiffre historiquement bas et nettement inférieur aux 601 enfants recrutés en 2019.

Le gouvernement a continué de coopérer avec la MONUSCO afin d'œuvrer directement avec les groupes armés illicites pour mettre fin au recours aux enfants soldats. Au 30 juin, deux ans après le début de ce dialogue, 34 commandants de groupes armés se sont engagés à ne pas recruter ou recourir aux enfants soldats. Le décret du ministère de la Défense publié le 3 août rappelait que conformément à la loi de 2009 relative à la protection de l'enfance, toute entité, y compris les groupes armés, condamnée pour recrutement ou recours aux enfants soldats est passible de 10 à 20 ans de travail forcé. Selon Radio Okapi, le 27 août, le décret était déjà en cours de mise en œuvre.

Veillez également consulter le *Rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Autres violations liées aux conflits : Les combats entre les FARDC et les groupes armés illicites ou entre ces derniers ont continué de déplacer les populations et de limiter l'accès de l'aide humanitaire, en particulier dans les provinces de l'Ituri, les territoires de Rutshuru, de Walikale, de Lubero, de Beni et de Nyiragongo au Nord-Kivu, dans les provinces du Sud-Kivu, du Maniema et du Tanganyika.

Dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Kasai-Oriental et du Haut-Katanga, des membres de groupes armés illicites ainsi que des éléments des FARDC ont continué de taxer et d'exploiter illégalement les ressources naturelles et d'en faire le commerce pour se procurer des revenus et accroître leur pouvoir. Le commerce clandestin des minerais et d'autres ressources naturelles a facilité l'achat d'armes et a diminué les recettes publiques. Les ressources naturelles les plus exploitées étaient l'or, la cassitérite (minerai d'étain), le coltan (minerai de tantale) et la wolframite (minerai de tungstène), mais ces ressources comprenaient également des produits de la faune et de la flore sauvages, le bois d'œuvre, le charbon de bois et le poisson.

Le commerce illicite de minerais a financé les groupes armés illicites ainsi que certains éléments isolés des forces de sécurité de l'État. Des groupes armés illicites et des éléments des forces de sécurité de l'État ont continué de contrôler et de menacer des zones minières isolées dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Maniema, du Haut-Katanga et dans la région des Kasais (voir section 4).

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La liberté d'expression, notamment pour la presse, est garantie par la loi, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ce droit. La presse a fréquemment et ouvertement critiqué les responsables publics et les décisions de politique publique. En général, chacun pouvait critiquer en privé le gouvernement, ses représentants et les autres citoyens sans encourir de représailles des autorités. Cependant, les critiques publiques à l'encontre de responsables officiels ou dénonçant la corruption ont souvent entraîné des intimidations, des menaces ou des arrestations. Les autorités provinciales ont également empêché des journalistes de

filmer ou de couvrir certaines manifestations. Au 30 juin, le BCNUDH avait recensé 47 journalistes et autres professionnels des médias victimes de violations des droits de l'homme. En juillet, un rapport de HRW a signalé que des responsables provinciaux exploitaient l'état d'urgence national consécutif à la COVID-19 pour restreindre la liberté de la presse et arrêter les journalistes et les militants qui critiquaient leurs mesures.

Liberté d'expression : La loi interdit les insultes envers le chef de l'État, la diffamation malveillante et publique et les propos dont il est présumé qu'ils menacent la sécurité nationale. Des journalistes, des militants et des responsables politiques ont parfois été intimidés, menacés et détenus par les autorités lorsqu'ils avaient critiqué publiquement le gouvernement, le président ou les forces de sécurité de l'État.

Le 9 juillet, Henri Maggie, vice-président de la Ligue des Jeunes du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, le parti de l'ancien président Joseph Kabila, a été condamné à 18 mois de prison pour outrage au président Félix Tshisekedi, conformément aux dispositions d'une ordonnance de 1963 qui interdit les injures publiques au chef de l'État.

Le 9 mai, à Lisala, dans la province de la Mongala, trois militants, Peter Tetunabo, Taylor Engonga et Yannick Mokanga, ainsi que le journaliste Fabrice Ngani, ont été arrêtés après avoir transmis à la législature provinciale une note critiquant le bilan du gouverneur Crispin Ngbundu Malengo. Le 8 juin, tous avaient été libérés. Selon Reporters sans frontières, le 17 juin, les autorités provinciales ont révoqué la carte de presse de M. Ngani et de cinq autres journalistes.

Liberté de la presse et des médias, y compris les médias en ligne : Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication a pour mandat de garantir la liberté de la presse et d'assurer l'accès égal des partis politiques, des associations et des particuliers aux moyens de communication et d'information. Une presse privée importante et active était présente à Kinshasa et dans d'autres grandes villes, et le gouvernement a autorisé la parution d'un grand nombre de quotidiens. La radio est restée le moyen de diffusion de l'information publique le plus important en raison du faible degré d'alphabétisation et du coût relativement élevé des journaux et de la télévision. L'État était propriétaire de trois stations de radio et de trois chaînes de télévision, et la famille de l'ancien président possédait aussi deux chaînes de télévision. La majorité des médias appartenaient à des responsables gouvernementaux, à des représentants politiques et, dans une moindre mesure, à des dirigeants religieux ou étaient gérés par eux.

Les journaux étaient tenus de verser une seule fois à l'État un droit de licence et de satisfaire à plusieurs exigences administratives pour être autorisés à publier. Les médias de radiodiffusion étaient tenus de payer une taxe de publicité à la Direction générale des recettes administratives et domaniales. De nombreux journalistes manquaient de formation professionnelle, étaient peu rémunérés ou ne touchaient pas de salaire fixe, n'avaient pas accès aux informations gouvernementales et pratiquaient l'autocensure par crainte de harcèlement, d'intimidation ou d'arrestation.

En novembre, l'ONG locale Journaliste en danger (JED) a signalé 116 attaques contre les médias durant la période de novembre 2019 à octobre et attribué 35 d'entre elles aux agents de l'ANR et de la PNC ; 48 autres ont été attribuées aux autorités politiques provinciales et locales. Selon le décompte de JED, un journaliste a été tué, un a disparu, neuf ont été incarcérés, et 31 ont été détenus sans inculpation au-delà de la limite légale de 48 heures. À la fin de l'année, les autorités n'avaient imposé de sanctions à aucun des auteurs des violations et n'en avaient mis aucun en accusation.

Violence et harcèlement : Les journalistes locaux étaient exposés à l'intimidation et aux violences de la part des forces de sécurité de l'État.

Selon HRW, le 8 mai, les forces de sécurité de l'État ont arrêté Serge Kayeye et Jean-Baptiste Kabeya, deux journalistes à la radio Fondation Daniel Madimba, à un péage en périphérie de Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai-Oriental. Deux d'entre eux ont été accusés d'avoir insulté le gouverneur de la province, Jean Maweja Muteba, avant d'être agressés. Le lendemain, la police a arrêté Faustin Mbiya, directeur des programmes de la radio, l'ont interrogé et l'ont accusé d'« outrage à l'autorité » et d'« injures publiques ». Le 13 mai, M. Mbiya a été relâché sans inculpation.

Selon les médias locaux, le 4 juillet, à Kinshasa, des fonctionnaires de la PNC ont arrêté Ange Makadi Ngoy, journaliste au média en ligne *7sur7.cd*, alors qu'elle filmait des manifestations. La journaliste a affirmé que les policiers avaient confisqué sa carte de presse et son matériel.

Les médias locaux ont également signalé que le 12 juillet, l'ANR a interpellé Patrick Palata, directeur de la chaîne de télévision Tala TV située à Matadi, dans la province du Kongo-Central, après la diffusion d'un reportage sur la mort par balles d'une femme de la région. Les autorités ont confisqué ses enregistrements, qui

contenaient notamment des témoignages accusant les gardes du gouverneur Atou Matubuana d'avoir tué cette femme. Le 14 juillet, M. Palata a été relâché sans inculpation.

Censure ou restrictions sur le contenu : Bien que le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication soit la seule institution à laquelle la loi confère l'autorité de limiter les émissions, ce pouvoir a également été exercé par le gouvernement, notamment par les forces de sécurité de l'État et les administrateurs provinciaux.

Des représentants de médias ont signalé avoir subi des pressions des autorités provinciales les incitant à ne pas couvrir les événements organisés par l'opposition ou à ne pas publier de nouvelles sur des dirigeants de l'opposition.

Selon JED, le 26 mai, Crispin Ngbundu, gouverneur de la province de la Mongala, a ordonné la fermeture de quatre stations de radio : la Radio Mongala, La Voix de Bumba, la Radio Rurale de Bumba, et la Radio Mwana Mboka. Les décrets de M. Ngbundu accusaient les journalistes de ces radios de diffamation et d'injures aux autorités provinciales. Le 17 juin, les autorités provinciales de la Mongala ont publié un décret exigeant le renvoi immédiat de six journalistes de trois stations : Fabrice Ngani, Victor Mbonzo, Trésor Emeka et José Lingili de La Voix de Bumba, Olivier Péguy Yenga de la Radio Mongala, et Benjamin Mondonga de la Radio Mwana Mboka.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Dans les affaires de diffamation, la loi ne prend nullement en compte la véracité des faits signalés. Au contraire, le juge a uniquement le pouvoir de statuer sur le préjudice que les révélations d'un journaliste engendrent pour l'accusé.

Les autorités nationales et provinciales ont invoqué les lois sur la diffamation pour intimider et punir les personnes qui critiquaient le gouvernement. Selon HRW, le 24 avril, à Gemena, dans la province du Sud-Ubangi, la police a arrêté Alexandre Robert Mawelu, journaliste à la Radio Liberté, pour avoir critiqué le gouverneur de la province sur un forum lié à son émission sur les réseaux sociaux. Le 29 avril, M. Mawelu s'est vu accorder la liberté provisoire, mais fin juillet, il était encore mis en examen pour « outrage à un membre du gouvernement » et « propos diffamatoires ».

Sûreté nationale : Les autorités nationales ont eu recours à une loi interdisant à quiconque d'émettre des accusations diffamatoires à l'encontre des forces armées pour limiter la liberté d'expression.

Impact non gouvernemental : Des groupes armés illicites et leurs organes politiques ont régulièrement limité la liberté de la presse dans leurs zones d'activité.

Liberté de l'usage d'internet

Les pouvoirs publics n'ont pas restreint ni perturbé l'accès à internet ou encore censuré le contenu en ligne, certains rapports ont signalé que le gouvernement surveillait les communications privées en ligne sans une autorité légale appropriée.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Il n'a pas été fait état de restrictions imposées par le gouvernement à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a limité la liberté de réunion et d'association pacifiques.

Liberté de réunion pacifique

La Constitution garantit la liberté de réunion pacifique, mais le gouvernement a fréquemment restreint ce droit et empêché les personnes critiques à son égard de l'exercer, en particulier dans les provinces du Haut-Uele, du Nord-Kivu et du Tanganyika. La loi exige que les organisateurs d'événements publics informent les autorités locales avant un événement. Les pouvoirs publics ont parfois exploité l'obligation d'autorisation préalable pour refuser d'autoriser des rassemblements ou des manifestations publiques organisés par des partis de l'opposition ou des groupes de la société civile critiques du gouvernement. Pendant l'état d'urgence décrété à la suite de la COVID-19, qui a duré du 24 mars au 15 août, les rassemblements publics de plus de 20 personnes étaient interdits. Les forces de sécurité de l'État ont battu, détenu ou arrêté des participants à des manifestations, marches et rassemblements. Les forces de sécurité de l'État ont également fait usage de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et parfois de munitions réelles, ce qui a fait de nombreux morts et blessés parmi les civils.

Selon les médias locaux, le 17 janvier, des rassemblements à l'appel de Martin Fayulu, dirigeant de l'opposition, ont été interdits dans six villes. À Kinshasa et à Kindu, les manifestants ont été violemment dispersés.

L'ONU a dénombré 57 violations des droits de l'homme commises par des agents de l'État dans le contexte de l'état d'urgence consécutif à la pandémie de COVID-19. Par exemple, le 4 avril, à Kinshasa, des fonctionnaires de la PNC ont arrêté 14 membres du groupe de jeunes militants LUCHA alors qu'ils se préparaient à transmettre de la documentation à un groupe de travail sur la COVID-19. Certains d'entre eux ont été frappés par les policiers. Les victimes ont été accusées de ne pas respecter la jauge de 20 personnes imposée par l'état d'urgence.

Selon les médias locaux, le 9 juillet, à Kinshasa, la police a dispersé dans la violence une manifestation contre la fermeture du marché de Zando en raison de la COVID-19. Au cours des échauffourées, trois personnes ont été tuées, deux ont été électrocutées par des câbles électriques tombés au sol, et une personne a été piétinée par la foule.

Selon la MONUSCO, la majorité des violations des droits de l'homme perpétrées sous l'état d'urgence ont été le fait d'agents isolés des forces de sécurité de l'État qui ont profité de cette situation pour maltraiter, arrêter arbitrairement et extorquer des fonds aux victimes. Selon le BCNUDH, le 4 avril, des fonctionnaires de la PNC ont arrêté arbitrairement une femme et sa fille à Nyaragongo (Nord-Kivu), invoquant les décrets de santé publique du gouverneur provincial, qui autorisaient la police à arrêter quiconque serait surpris en train de discuter dans la rue. Les deux femmes ont été contraintes de verser un pot-de-vin à la police pour obtenir leur libération.

Le BCNUDH a rapporté une augmentation du nombre de restrictions de l'espace démocratique et de violations des droits de l'homme liées aux libertés fondamentales par rapport à la même période en 2019. Au cours du premier semestre, le Bureau a relevé 573 violations de l'espace démocratique, contre 461 sur la même période en 2019. Parmi ces violations figuraient des restrictions à la liberté de réunion, au droit à la liberté et à la sécurité des personnes, et au droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Liberté d'association

La Constitution prévoit la liberté d'association et, dans l'ensemble, les autorités ont respecté ce droit. Les organisations de la société civile et les ONG sont tenues de

s'inscrire auprès du gouvernement et ne peuvent recevoir des fonds que par la voie de dons ; elles ne sont pas autorisées à générer des revenus, même par des activités à but non lucratif. Le processus d'inscription est laborieux et très lent. Certains groupes, en particulier au sein de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe (LGBTI), ont signalé que le gouvernement avait rejeté leur demande d'inscription. De nombreuses ONG ont signalé que, même en se conformant strictement au processus d'enregistrement, il leur fallait souvent plusieurs années avant d'obtenir leur homologation. Beaucoup ont vu dans ces difficultés d'enregistrement un obstacle intentionnel des pouvoirs publics visant à freiner l'activité des ONG.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante :

<https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de mouvement et de circulation

La loi autorise la libre circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Le gouvernement a parfois restreint ces droits.

Déplacements à l'intérieur du pays : Les forces de sécurité de l'État ont établi des barrages et des points de contrôle sur les routes, dans les aéroports et sur les marchés, à la fois pour des raisons de sécurité et pour contrôler les mouvements dans le cadre des épidémies d'Ebola et de COVID-19. Sous l'état d'urgence consécutif à la COVID-19, les déplacements internes étaient fortement restreints. Les forces de sécurité de l'État ont couramment harcelé des civils et leur ont extorqué de l'argent pour de prétendues infractions, les gardant parfois en détention jusqu'à ce qu'ils aient reçu un paiement de la part des civils ou de leur famille. Les autorités ont contraint les voyageurs à se soumettre à des procédures de contrôle alors qu'ils se déplaçaient à l'intérieur du territoire, dans les aéroports, les ports et à l'entrée ou à la sortie des villes. Les groupes armés illicites ont mené des activités analogues dans les zones qu'ils contrôlaient : ils ont extorqué des civils aux points de contrôle et les ont retenus pour exiger une rançon.

Les autorités locales ont continué à percevoir des taxes et redevances illégales imposées à des bateaux voyageant sur de nombreux tronçons du fleuve Congo. De multiples rapports ont également fait état d'extorsion d'argent par des soldats des

FARDC et des membres de groupes armés illicites à des personnes apportant des marchandises au marché ou se déplaçant d'une ville à l'autre (voir la section 1.g.).

Les forces de sécurité de l'État ont parfois exigé des voyageurs qu'ils présentent un ordre de voyage délivré par un employeur ou un fonctionnaire, bien que la loi ne le requière pas. Elles ont souvent détenu des voyageurs qui se déplaçaient sans ordre de voyage et leur ont parfois extorqué des pots-de-vin.

Déplacements à l'étranger : Du fait de carences des systèmes administratifs, la délivrance de passeports était irrégulière. Les fonctionnaires acceptaient des pots-de-vin pour accélérer la délivrance des passeports, et il a été signalé d'amples variations du prix des nouveaux passeports intégralement biométriques.

e. Statut et traitement des déplacés internes

Le Haut-commissariat des Nations Unies sur les réfugiés (HCR) a estimé qu'en prenant en compte uniquement les personnes déplacées pendant plus de 12 mois, le pays comptait 5,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP), dont 3,2 millions d'enfants. Les pouvoirs publics n'ont pas été en mesure de protéger systématiquement ou d'aider suffisamment les PDIP mais, de manière générale, ils ont autorisé les organisations humanitaires nationales et internationales à le faire. Le gouvernement a parfois fermé des camps de PDIP sans coordination avec la communauté humanitaire internationale. Le HCR et d'autres organisations humanitaires internationales se sont efforcés de fermer les sites d'accueil de PDIP lorsque la situation de sécurité était relativement stable.

Les conflits, l'insécurité et les insuffisances de l'infrastructure ont freiné les efforts d'apport d'aide humanitaire aux PDIP. En août, le HCR a estimé à 1,7 million le nombre de déplacés internes dans la province de l'Ituri, mais l'organisme n'a pas pu accéder à certaines zones en raison de l'insécurité et de l'impossibilité de voyager. Faute de financements, le plan de réponse humanitaire pour le pays n'a pu prendre en charge que la moitié des personnes dans le besoin dans la province de l'Ituri. Les déplacements de population se sont poursuivis, en particulier dans l'est du pays. L'insécurité a continué de régner dans de nombreuses régions où se trouvent des déplacés internes, notamment dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, dans la province de l'Ituri, dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu et dans les provinces du Maniema et du Tanganyika. Du fait des violences intercommunautaires et des combats entre groupes armés dans l'est du pays, les déplacements de population se sont poursuivis et les besoins humanitaires des PDIP et des communautés d'accueil se sont accrus.

En raison de l'éloignement et de l'isolement de la région des Kasais, de la faiblesse des autorités et de l'insécurité qui y règne, l'accès de l'aide humanitaire était difficile et les PDIP vivaient dans des conditions déplorables, sans abri ni protection appropriés. Les femmes et les filles étaient particulièrement vulnérables aux violences sexuelles, y inclus au viol collectif. Des représentants du HCR ont déclaré que 4 500 Congolais avaient été rapatriés de force depuis l'Angola en mai et en juin ; 70 % des rapatriés sont restés à proximité de la frontière entre la RDC et l'Angola en attendant de pouvoir y retourner si la situation s'y améliorerait.

Des combattants ainsi que d'autres civils ont infligé des sévices aux PDIP. Celles-ci ont été victimes d'homicide, d'exploitation sexuelle des femmes et des enfants (y compris de viol), d'enlèvements, de conscription forcée, de pillages, de taxation illicite et de harcèlement de manière générale.

f. Protection des réfugiés

Le gouvernement a parfois coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et aide aux PDIP, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides ou aux autres personnes en situation préoccupante.

Selon un rapport du HCR, au 30 juin, il y avait dans le pays 528 752 réfugiés, principalement venus de sept pays adjacents, dont 214 000 du Rwanda ; 63 % des réfugiés présents dans le pays étaient des enfants.

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des apatrides : Les conflits qui se poursuivent dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Haut-Uele et du Tanganyika ont eu des conséquences néfastes pour les réfugiés et les PDIP présents dans ces régions, les attaques s'étant souvent soldées par des décès et d'autres déplacements de population. Selon le HCR, les opérations des FARDC et des groupes armés illicites ont régulièrement contraint les réfugiés rwandais vivant dans le territoire de Masisi dans le Nord-Kivu à se déplacer ; ils ont été contraints de migrer vers le Sud-Kivu.

Des incursions des forces sud-soudanaises dans certaines zones du nord de la RDC ont eu des retombées sur la sécurité des demandeurs d'asile, des réfugiés et des réfugiés congolais revenus au pays, mais aussi des populations locales.

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime rudimentaire de protection des réfugiés. Ce régime accordait le statut de réfugié et l'asile et protégeaient les réfugiés contre l'expulsion ou le retour dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être mise en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques.

Au 30 juin, il y avait 2 807 demandeurs d'asile dans le pays. Le gouvernement a coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour aider les réfugiés et les demandeurs d'asile et pour répondre à leurs besoins en matière de bien-être et de sécurité. Il a apporté son aide pour que les réfugiés retournent chez eux en toute sécurité et volontairement, en leur permettant de pénétrer sur le territoire national et en facilitant leur passage dans les services d'immigration. Lors de l'établissement de mécanismes de sécurité, les autorités gouvernementales n'ont pas traité les réfugiés différemment des ressortissants de la RDC.

Solutions durables : Au mois de septembre, plus de 1 100 réfugiés présents dans le nord du pays étaient retournés en République centrafricaine. Les restrictions liées à la COVID-19 ont cependant limité le nombre de retours volontaires.

Le pays n'a pas invoqué la clause de cessation avec prise d'effet en 2013 pour les réfugiés rwandais qui avaient quitté leur pays avant la fin 1998. En 2016, le gouvernement a rejoint d'autres pays accueillant des réfugiés et le HCR et s'est engagé à son tour à faciliter le retour des Rwandais des pays où ils avaient trouvé l'asile. Pour mettre en application l'accord tripartite de 2014, la Commission nationale pour les réfugiés et le HCR ont entrepris en 2016 le processus d'enregistrement biométrique des réfugiés rwandais qui ont choisi de rester dans le pays. Des réfugiés ont reçu des permis de séjour avec une longue durée de validité et renouvelables. Ce programme comprenait une voie d'accès à la citoyenneté. Les conflits ont entravé ce processus au Nord-Kivu, où se trouvaient la plupart des réfugiés. Le HCR a continué d'appuyer les rapatriements volontaires et, de janvier à août, a aidé à rapatrier 499 réfugiés rwandais.

Fin décembre 2019, les médias locaux ont signalé que 1 919 réfugiés rwandais dans la province du Sud-Kivu ont été rapatriés à la suite d'une offensive des FARDC contre les groupes armés illicites dans la région. Cette population comprenait notamment des anciens combattants et leurs proches. Parmi eux, 529 étaient des réfugiés enregistrés auprès du HCR. Le HCR n'a pas pu rencontrer ces réfugiés avant l'opération afin de déterminer si leur retour au Rwanda était

volontaire. L'opération ne s'est pas déroulée conformément à l'Accord tripartite entre le HCR, la RDC et le Rwanda sur le retour des réfugiés.

Au 30 septembre, le HCR a dénombré 281 réfugiés retournés au Burundi à titre volontaire.

Protection temporaire : Les autorités ont fourni une protection temporaire à un nombre indéterminé de personnes qui ne répondaient peut-être pas aux critères de définition des réfugiés (voir la section 1.g.).

g. Personnes apatrides

Le pays compte une population de personnes apatrides de facto et de personnes courant le risque de le devenir, notamment des personnes d'origines soudanaise vivant dans le nord-est du pays, des éleveurs pastoraux mbororo tout au nord du pays, contraints à revenir d'Angola, d'anciens réfugiés angolais, des personnes métisses qui se voient refuser la naturalisation, et des citoyens congolais dépourvus de tout document d'état civil. Il n'existait aucune estimation fiable de leur nombre. La loi n'établit pas de discrimination fondée sur le genre, la religion ou le handicap dans l'accès à la citoyenneté. Cependant, le processus de naturalisation est fastidieux, et chaque demande de nationalité doit obtenir l'aval du Parlement. Les personnes dont le nom ne respectait pas les conventions d'orthographe locales se sont souvent vu refuser la citoyenneté, de même que les individus dont la peau était jugée trop claire. Les personnes dépourvues de carte nationale d'identité ont parfois été arrêtées de manière arbitraire par les forces de sécurité de l'État.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution accorde aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement par le biais d'élections périodiques libres et équitables tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation politique

Élections récentes : Les élections présidentielle, législatives et provinciales, qui se sont déroulées en décembre 2018, ont été critiquées en raison de problèmes de transparence. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a annulé les élections à Beni et à Butembo, dans la province du Nord-Kivu, en raison des préoccupations de santé liées à la crise d'Ebola, et à Yumbi, dans la province du Mai-Ndombe, à cause de l'insécurité. Bien que la CENI ait organisé des élections

législatives et provinciales en mars 2019 dans ces zones, plus d'un million d'électeurs n'ont pas pu participer à l'élection présidentielle.

En janvier 2019, la CENI a annoncé que Félix Tshisekedi, candidat de l'opposition, avait remporté l'élection présidentielle. Conformément à la loi électorale, la Cour constitutionnelle a confirmé les résultats proclamés par la CENI plus tard dans le mois. Dans une déclaration, la Conférence épiscopale a critiqué l'issue de l'élection : « les résultats de l'élection présidentielle tels que publiés par la CENI ne correspondent pas aux données collectées par notre Mission d'observation ».

De nombreux acteurs internationaux se sont dit préoccupés par la décision de la CENI, qui a refusé l'accréditation à plusieurs observateurs électoraux internationaux et représentants des médias. Certains ont remis en cause le résultat de l'élection après des articles de presse relatant des informations non vérifiées, provenant de fuites de sources anonymes, selon lesquelles Martin Fayulu, le candidat de l'opposition, avait en réalité obtenu la majorité des voix. Après l'élection, le climat était calme et la plupart des citoyens en ont accepté le résultat. En janvier 2019, le président Tshisekedi a pris ses fonctions. C'était la première passation de pouvoir pacifique depuis l'indépendance du pays en 1960.

L'Union pour la démocratie et le progrès social, le parti politique du président Tshisekedi, a remporté 32 sièges à l'Assemblée nationale, tandis que la coalition Front commun pour le Congo a glané 335 des 500 sièges que compte l'Assemblée. Les élections sénatoriales se sont déroulées en mars 2019 au suffrage indirect par l'intermédiaire des assemblées provinciales.

Partis politiques et participation au processus politique : La loi reconnaît les partis de l'opposition auxquels elle confère des droits « sacrés » et impose des obligations. Les autorités gouvernementales et les forces de sécurité de l'État ont toutefois empêché les partis de l'opposition de tenir des réunions publiques, des rassemblements et des manifestations pacifiques. Elles ont également limité la liberté de circulation de certains dirigeants de l'opposition. Les forces de sécurité de l'État ont également eu recours à la force pour perturber des événements organisés par l'opposition ou empêcher leur tenue.

Les médias gérés par l'État, dont les chaînes de télévision et de radio, demeuraient la principale source d'information du public et du gouvernement (voir la section 2.a.). Certains rapports ont fait état d'intimidation de membres de l'opposition politique par le gouvernement, qui a notamment refusé à des groupes

d'opposition le droit de se réunir pacifiquement (voir la section 2.b.) et exercé une influence politique sur la distribution du contenu des médias.

Dans plusieurs districts, dits « chefferies », des chefs traditionnels exercent les fonctions d'administrateur local du gouvernement. Ils ne sont pas élus, mais sont choisis selon des coutumes tribales locales (généralement sur des bases familiales héréditaires) et s'ils sont approuvés, sont rémunérés par le gouvernement.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des minorités au processus politique. Cette participation a bel et bien eu lieu, mais des groupes ethniques de l'est du pays se sont plaints de discrimination. Les femmes détenaient 10 % des sièges à l'Assemblée nationale (52 sur 500) et 10 % des sièges aux assemblées provinciales (72 sur 690). En avril 2019, Jeanine Mabunda a été élue présidente de l'Assemblée nationale. C'était la deuxième fois qu'une femme occupait ce poste. Sur 108 sièges, le Sénat comptait 23 femmes. Parmi les 66 vice-Premiers ministres, ministres, ministres d'État, vice-ministres et délégués ministériels, 12 étaient des femmes, soit une augmentation par rapport au gouvernement précédent (de 10 % pour 59 postes à 17 % pour 65 postes). Certains observateurs pensent que des facteurs culturels et traditionnels empêchaient les femmes de participer à la vie politique autant que les hommes.

Certains groupes, dont des peuples autochtones, ont signalé n'être représentés ni au Sénat, ni à l'Assemblée nationale, ni aux assemblées provinciales. La discrimination à l'égard des groupes autochtones a persisté dans certaines régions, notamment dans les provinces de l'Équateur, du Kasai-Oriental et du Haut-Katanga, et a contribué à leur manque de participation politique (voir la section 6).

La loi électorale nationale interdit à certains groupes de voter lors des élections, notamment aux membres des forces armées et de la police nationale.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour la corruption dans la fonction publique, mais elle n'a pas été appliquée avec rigueur et les fonctionnaires s'y sont livrés fréquemment en toute impunité. Selon les ONG locales, l'envergure de la corruption est en partie due à l'absence d'une loi garantissant l'accès aux informations publiques.

En mars, le président Tshisekedi a créé l'Agence pour la prévention et la lutte contre la corruption (APLC). Un service spécial relevant du cabinet présidentiel, l'APLC a pour responsabilité de coordonner tous les organes publics chargés de la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux, de mener des enquêtes en tant que police judiciaire et d'encadrer le renvoi des affaires de corruption publique devant les autorités judiciaires compétentes.

Corruption : La corruption au sein de la fonction publique à tous les niveaux ainsi que dans les entreprises publiques a continué de coûter à l'État des centaines de millions de dollars par an. Dans une interview sur les réseaux sociaux en avril, Luzolo Bambi, ancien conseiller présidentiel contre la corruption et Georges Kapiamba, directeur de l'Association congolaise pour l'accès à la justice, ont affirmé que la corruption représente chaque année 15 000 milliards de dollars des États-Unis de pertes pour le gouvernement.

Le 23 mars, la Cour de cassation a jugé l'ancien ministre de la Santé Oly Ilunga Kalenga ainsi que son conseiller financier Ezechiel Mbuyi Mwasa coupables du détournement de 400 000 dollars des États-Unis censés être alloués à la réponse à la flambée d'Ebola. Ils ont tous les deux été condamnés à 5 ans de prison.

Le 20 juin, un tribunal à Kinshasa a reconnu Vital Kamerhe, directeur de cabinet du président Tshisekedi, coupable de plusieurs délits : détournement de fonds, blanchiment de capitaux et corruption. M. Kamerhe a été condamné à 20 ans d'emprisonnement, à une amende de plusieurs millions de dollars et à 10 ans d'inéligibilité et de privation du droit de vote après qu'il aura purgé sa peine. Le tribunal a déterminé que M. Kamerhe avait détourné des dizaines de millions de dollars affectés au Programme des 100 jours du président Tshisekedi, un programme de développement des infrastructures. Deux autres prévenus ont également été reconnus coupables de corruption : Jammal Samih, un homme d'affaires libanais, et Jeannot Muhima, chargé d'import et export de la Présidence de la République. La peine de M Kamerhe était la plus sévère jamais prononcée contre un responsable public dans l'histoire du pays.

Le 23 juin, le même tribunal de Kinshasa a jugé deux responsables publics, Benjamin Wenga, directeur de l'Office des voiries et drainage, et Fulgence Bamaros, directeur du Fonds d'entretien routier, coupables de détournement de fonds. MM. Wenga et Bamaros ont tous les deux été condamnés à trois ans d'emprisonnement pour leur rôle dans le détournement des fonds du Programme des 100 jours du président Tshisekedi. Un autre prévenu, Modeste Makabuza,

directeur de la Société congolaise de construction, a été condamné à un an de travaux forcés pour complicité.

Herman Mutima, directeur général de l'Office des routes, a été incarcéré pendant près de six mois à la suite de soupçons de corruption en lien avec le Programme des 100 jours. Le 22 août, il a été acquitté par un tribunal à Kinshasa et relâché.

En janvier, l'Association congolaise pour l'accès à la justice a publié un rapport accusant l'entreprise minière paraétatique Gécamines d'avoir omis de rembourser un prêt de 222 millions de dollars des États-Unis à Fleurette Mumi, une entreprise appartenant à Dan Gertler, un homme d'affaires sous le coup de sanctions. Selon Reuters, le parquet menait une enquête sur des soupçons de blanchiment de capitaux et de fraude en lien avec le prêt octroyé en 2017, et Albert Yuma a eu l'interdiction de quitter le pays. Lors d'une réunion du Conseil des ministres en mai, le président Tshisekedi a demandé au ministre du Portefeuille de produire un rapport détaillé sur ces allégations. En novembre, l'enquête était encore en cours.

Certains éléments des forces de sécurité de l'État étaient indisciplinés et corrompus. Des unités de la PNC et des FARDC ont régulièrement taxé des civils de manière illicite et leur ont extorqué des fonds. Ils ont mis en place des points de contrôle pour collecter des « taxes », dérobant souvent de la nourriture et de l'argent à certains individus, et arrêtant ceux qui n'avaient pas les moyens de verser un pot-de-vin. Selon le BCNUDH, sous l'état d'urgence consécutif à la COVID-19, les forces de sécurité de l'État ont profité des restrictions mises en place par le gouvernement pour maltraiter et extorquer des fonds aux citoyens qui ne respectaient pas les couvre-feu ou l'obligation de port du masque.

La loi interdit aux FARDC de se livrer au commerce des minerais, mais elle n'a pas été appliquée de manière efficace par les pouvoirs publics. Parmi les actes criminels commis par certaines unités des FARDC et des groupes armés illicites figuraient les rackets de protection, l'extorsion de fonds et le vol. Le commerce illégal des minerais était à la fois un symptôme et une cause de la faiblesse de la gouvernance. Il finançait les groupes armés illicites ainsi que certains individus parmi les forces de sécurité de l'État, et produisait parfois des recettes pour les autorités traditionnelles et les instances gouvernementales locales et provinciales. L'International Peace Information Service (IPIS), un institut de recherche belge, a signalé dans un rapport paru en 2019 qu'au centre de négoce d'Itebero, dans la province du Nord-Kivu, les négociants versaient 10 dollars des États-Unis par tonne de coltan au président de l'association de négociants locale, qui les reversait ensuite aux FARDC, à l'ANR et à la Direction générale des migrations. Il est arrivé

que certains officiers des FARDC confient à des citoyens, qui n'avaient en apparence aucun lien avec l'armée, la tâche de gérer secrètement leurs intérêts miniers.

L'exploitation minière artisanale est restée pour la plupart informelle et illégale et fortement liée à des groupes armés illicites et à certains éléments des FARDC. La production artisanale de minerais, en particulier d'or, est passée en contrebande en Ouganda et au Rwanda, souvent de connivence avec des fonctionnaires de l'État. Selon un rapport du Groupe d'experts de l'ONU paru en juin, « le secteur de l'or (...) est resté vulnérable face à l'exploitation des groupes armés et des réseaux criminels », ce qui inhibe les programmes de traçabilité et la viabilité du commerce légal. Le rapport a signalé qu'une part significative de l'or de contrebande découvert en Ouganda provenait de la province de l'Ituri. Le Groupe d'experts a déterminé que le maï-maï Yakutumba a financé ses activités grâce à la contrebande de l'or depuis les sites miniers de Misisi, dans la province du Sud-Kivu. De même, le maï-maï Malaika a profité de l'extraction artisanale de l'or au site de la compagnie Namoya Mining à Salamabila, dans la province du Maniema. Selon le rapport du Groupe d'experts, les soldats des FARDC ont régulièrement accepté des pots-de-vin des mineurs artisanaux pour accéder au site de Namoya, qui appartenait à la société Banro Mining Corporation. Les experts miniers et agents des forces de l'ordre cités dans le rapport ont expliqué que la criminalité liée aux ressources naturelles était « une façon d'obtenir rapidement de l'argent liquide », et que les contrevenants ont fréquemment versé des pots-de-vin aux forces de l'ordre pour permettre aux marchandises illégales d'arriver à leur destination sans encombre.

Selon les recherches de l'IPIS, il était estimé qu'en 2017, 44 % des sites d'exploitation minière artisanaux de l'est du pays n'étaient pas soumis au contrôle ou à la taxation illicites des forces de sécurité de l'État ou des groupes armés illicites, que 38 % étaient sous le contrôle d'éléments des FARDC et que le reste était sous le contrôle de divers groupes armés. Dans les zones touchées par les conflits, des groupes armés illicites et des éléments des forces de sécurité de l'État ont régulièrement mis en place des barrages routiers pour pratiquer la taxation illicite. En 2019, l'IPIS a publié des données montrant que les agents de l'État ont régulièrement vendu des étiquettes censées valider la légitimité des chaînes d'approvisionnement en minerais. Les étiquettes de validation, un mécanisme créé pour lutter contre la corruption, les violations du droit du travail, la traite des personnes et la destruction de l'environnement, ont régulièrement été vendues à des contrebandiers.

Selon un rapport du Groupe d'experts de l'ONU au mois de juin, les groupes armés ont régulièrement financé leurs activités par le biais de l'extraction minière illicite. Le rapport a mis en lumière des cas d'unités des FARDC impliquées dans l'exploitation illicite des ressources en or. À Fizi, dans la province du Sud-Kivu, la mine de Kachanga était contrôlée par des membres des FARDC, qui prélevaient une redevance quotidienne auprès de chaque personne souhaitant pénétrer sur le site. Selon ce rapport, ces fonds étaient envoyés à la hiérarchie de la 33^e région militaire. Des membres du 3 306^e régiment auraient également fourni une protection à la société de dragage d'or Congo Bluant Minerals à Mwenga et Shabunda (Sud-Kivu), alors que les activités de cette société avaient été officiellement suspendues en 2019.

Le Groupe d'experts de l'ONU a également signalé que plusieurs groupes armés, dont l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain, le maï-maï Nyatura, la Force pour la défense des droits de l'homme, le maï-maï Malaika et le maï-maï Yakutumba, ont financé leurs activités grâce au contrôle qu'ils exercent sur les mines artisanales d'or et de coltan dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Comme les années précédentes, une part importante du budget du pays était consacrée à des affectations hors budget et à des comptes spéciaux qui n'étaient pas entièrement publics. Ces comptes facilitaient la corruption en soustrayant à l'examen public certaines recettes et certains décaissements. Les comptes spéciaux appartenaient à huit organisations paraétatiques, dont les recettes n'ont pas été collectées par le fisc. Les « comptes spéciaux » sont soumis à la même procédure d'audit et de contrôle que les autres décaissements. Cependant, en raison du manque de ressources, l'autorité suprême d'audit n'a pas toujours publié ses audits internes, ou dans de nombreux cas, les a publiés très tardivement. En vertu des normes de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives de 2016, le gouvernement est tenu de révéler l'allocation des recettes et des dépenses des entreprises de ce secteur. En juin 2019, le conseil de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives a pris note des progrès significatifs du pays pour la mise en œuvre des normes de 2016, mais a également exprimé sa préoccupation quant à la persistance de la corruption et de la mauvaise gestion des fonds dans le secteur extractif.

En septembre, les médias locaux ont rapporté que l'Inspection générale des finances enquêtait sur la gestion du parc agro-industriel de Bukangalonzo et de la redevance aéroportuaire Go-Pass, dans le cadre de ses efforts pour informer la population des affaires de malversations financières en instance.

Déclaration de situation financière : La loi exige que le président de la République et les ministres déclarent leur patrimoine à une commission gouvernementale. Le président et tous les ministres et vice-ministres s'y seraient conformés lors de leur entrée en fonctions. Ces informations n'avaient pas encore été rendues publiques par la commission.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de l'homme

Des éléments des forces de sécurité de l'État ont continué de tuer, de harceler, d'agresser, d'intimider et d'arrêter et de détenir arbitrairement des défenseurs nationaux des droits de l'homme et des travailleurs d'ONG nationales, en particulier lorsque les ONG publiaient des rapports sur les victimes des exactions commises par les forces de sécurité de l'État, soutenaient les victimes de ces exactions, ou publiaient des informations sur l'exploitation illicite des ressources naturelles dans l'est du pays. Les groupes armés illicites ont régulièrement infligé de violentes représailles aux défenseurs locaux des droits de l'homme lorsqu'ils ont dénoncé publiquement les violations. Des représentants du ministère de la Justice et de l'ANR ont rencontré des représentants d'ONG nationales et ont parfois répondu à leurs questions.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Au cours de l'année, la Commission nationale des droits de l'homme a publié des rapports et fait des déclarations publiques sur les conditions carcérales, sur l'Examen périodique universel et sur les violations des droits de l'homme commises sous l'état d'urgence consécutif à la pandémie de COVID-19. Elle a également organisé des formations aux droits de l'homme à l'intention des magistrats, visité des centres de détention, mené des ateliers de formation continue pour les réseaux de défense des droits de l'homme à l'intérieur du pays et suivi des plaintes pour violations des droits de l'homme déposées par des civils.

Le ministère des Droits humains a fait des déclarations publiques condamnant les arrestations arbitraires de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme et appelé à des enquêtes impartiales sur les violences commises par la PNC et les autres forces de sécurité de l'État à Kinshasa et dans le Kongo-Central en avril, dans le cadre des opérations contre le groupe Bundu Dia Kongo. Le ministère a également élaboré un plan pour l'élimination des pires formes de travail des enfants dans les communautés minières.

La Commission nationale des droits de l'homme et le ministère des Droits humains ont tous deux continué de manquer de financements pour prendre en charge leurs frais généraux ainsi qu'une représentation permanente dans les 26 provinces.

Organisation des Nations Unies ou autres instances internationales : Le gouvernement a parfois coopéré avec des enquêtes des Nations Unies et d'autres instances internationales, mais ne l'a pas fait systématiquement. Il a, par exemple, refusé d'accorder à l'ONU le droit d'accéder à certains centres de détention, en particulier à des installations militaires telles que le quartier général du renseignement militaire. Les procureurs civils et militaires ont coopéré avec l'équipe des Nations Unies qui appuyait l'enquête sur la mort de deux experts de l'ONU, Michael Sharp et Zaida Catalan, tués en 2017 dans la province du Kasai-Central. En mai, Trésor Mputu Kankonde, ancien chef de la milice Kamuina Nsapu et l'un des suspects du meurtre de M. Sharp et Mme Catalan, a été arrêté par la police militaire dans la province du Kasai-Central. Dans un communiqué de presse, le chef du parquet militaire du Kasai-Central a annoncé l'entame de poursuites à l'encontre de M. Mputu pour meurtre. Le 20 octobre, après six mois d'interruption en raison de la COVID-19, le procès a repris.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Femmes

Viol et violences familiales : La loi relative aux violences sexuelles criminalise le viol, qui était commun dans le pays, mais ce crime était sous-déclaré par les victimes et la loi n'a pas toujours été appliquée. Le viol était un phénomène commun. La loi n'inclut pas le viol conjugal ou le viol par un partenaire intime dans sa définition du viol. Elle interdit les règlements non judiciaires (tels que le versement d'une amende coutumière par l'auteur des faits à la famille de la victime) et les mariages forcés, permet aux victimes de violence sexuelle de ne pas comparaître devant le tribunal et autorise les audiences à huis clos pour des raisons de confidentialité. La peine minimale prévue pour le viol est fixée à cinq ans de prison, et les tribunaux ont régulièrement imposé une telle peine aux personnes reconnues coupables de ce crime. Certains viols et d'autres types de violences sexuelles ont donné lieu à des poursuites en justice.

Le BCNUDH a signalé que de janvier à juin, au moins 436 femmes et 183 filles avaient été victimes de violences sexuelles et sexistes dans les zones touchées par les conflits. Les groupes armés illicites ont fréquemment employé le viol comme arme de guerre (voir la section 1.g.).

Des agents du gouvernement ont violé et agressé sexuellement des femmes et des filles lors de leur arrestation et de leur détention, et dans le cadre d'opérations militaires. La MONUSCO dénombrait au 30 juin 148 cas de violences sexuelles attribuées aux agents des FARDC et de la PNC. Selon le BCNUDH, près d'un tiers des violences sexuelles contre des filles avaient été commises par les forces de sécurité de l'État. Bien que ce problème se soit manifesté dans tout le pays, la majorité des cas ont été relevés dans les zones touchées par les conflits internes. Avec le soutien de la MONUSCO, la PNC a poursuivi sa campagne nationale pour l'élimination des violences sexuelles et sexistes commises par les forces de sécurité de l'État, notamment en luttant contre l'impunité et en protégeant les victimes et les témoins. Cette campagne représente la mise en œuvre du plan d'action national contre les violences sexuelles et sexistes, mais à la fin de l'année, le plan n'avait pas été financé dans son intégralité, et peu d'activités avaient eu lieu.

Le 7 juillet, le colonel Jean Daniel Apanza, chef de la commission interne de lutte contre les violences sexuelles, a réaffirmé le principe de la « tolérance zéro pour les violences sexuelles » au sein des FARDC.

Selon la MONUSCO, le 15 janvier, le tribunal militaire de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, a reconnu un soldat des FARDC et un fonctionnaire de la PNC coupables de viol. Ils ont tous les deux été condamnés à 20 ans de prison. Lors de la même audience, cinq autres soldats des FARDC ont été condamnés à des peines de prison pour d'autres violations des droits de l'homme.

La plupart des victimes de viol se sont abstenues d'engager des poursuites en justice en raison d'un manque de ressources, d'un manque de confiance dans l'appareil judiciaire, de pressions familiales, et de la crainte de s'exposer à l'humiliation et/ou à des représailles.

La loi ne prévoit pas de peines spécifiques en cas de violences familiales malgré la prévalence de ces dernières. Bien que la loi considère les agressions comme un crime, la police est rarement intervenue dans les situations perçues comme étant des disputes familiales. Il n'a pas été fait état de procédures engagées par les autorités judiciaires dans des cas de violence familiale ou conjugale.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi décrit les MGF/E comme une forme de violence sexuelle et prévoit pour les coupables une peine de deux à cinq ans de prison assortie d'une lourde amende ; en cas de décès suite à des MGF/E, la peine prévue est l'emprisonnement à perpétuité.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : L'UNICEF et la MONUSCO ont attribué certains cas de violence envers des enfants, y compris des cas de violences sexuelles contre des filles, à des pratiques traditionnelles et religieuses néfastes. Certains auteurs de ces agissements auraient pris pour cible des enfants parce qu'ils étaient convaincus qu'en commettant des violences envers des enfants ou en ayant des rapports sexuels avec des personnes vierges, ils éviteraient de mourir au combat.

Harcèlement sexuel : Des cas de harcèlement sexuel se sont produits dans tout le pays. La loi interdit le harcèlement sexuel et prévoit une peine minimum d'un an de prison pour les coupables, mais elle était peu appliquée ou ne l'était pas de manière efficace.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités publiques.

Discrimination : La Constitution interdit la discrimination fondée sur le sexe, mais la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. La loi prévoit un certain nombre de protections pour les femmes. Elle permet aux femmes de mener des activités économiques sans l'approbation d'un parent masculin, prévoit l'offre de soins de maternité, interdit les inégalités liées à la dot et prévoit des amendes et autres sanctions à l'encontre des personnes coupables de discrimination ou qui se livrent à des abus sexistes. Les femmes ont néanmoins été en butte à une discrimination économique. Les femmes ont été confrontées à des restrictions légales relatives à l'emploi, notamment dans les métiers considérés comme dangereux, mais leur temps de travail n'était pas encadré.

Selon l'UNICEF, de nombreuses veuves ont été dans l'incapacité d'hériter des biens de leur époux défunt parce qu'en l'absence de testament, la loi accorde la priorité en matière d'héritage du patrimoine aux enfants du mari, même nés hors mariage (à condition qu'ils aient été reconnus par le père), plutôt qu'à la veuve. Les femmes reconnues coupables d'adultère sont passibles d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an, alors que l'adultère du mari ne peut être réprimé que s'il revêt « un caractère injurieux ».

Enfants

Enregistrement des naissances : Selon la loi, la nationalité s'obtient par la naissance dans le pays ou est transmise par l'un ou l'autre parent sous réserve que

celui-ci appartienne à un groupe ethnique dont il est documenté qu'il ait été présent dans le pays en 1960. Les autorités ont enregistré 25 % des naissances survenues dans un établissement de santé quelconque. L'absence d'inscription à l'état civil faisait rarement obstacle à l'accès aux services publics.

Éducation : En vertu de la Constitution, l'école primaire est gratuite et obligatoire. Bien que le président Tshisekedi ait adopté une politique de gratuité de l'école primaire, le gouvernement n'a pas été en mesure d'appliquer cette politique de manière homogène dans toutes les provinces. Les établissements d'enseignement public s'attendaient généralement à ce que les parents contribuent aux salaires des enseignants. Du fait de ces dépenses, conjuguées à la perte potentielle des revenus que procurerait le travail de leurs enfants pendant les heures où ils seraient en classe, de nombreux parents n'ont pas pu ou n'ont pas voulu les scolariser. Pendant l'état d'urgence consécutif à la pandémie de COVID-19, les établissements d'enseignement primaire et secondaire sont restés fermés.

Les taux de fréquentation dans l'enseignement secondaire étaient inférieurs pour les filles, et ce pour des raisons financières, culturelles ou de sécurité, notamment du fait du mariage et des grossesses précoces. Selon certains signalements, des enseignants auraient exercé une pression sur des filles en leur demandant des faveurs sexuelles en échange de bonnes notes.

Un grand nombre des établissements scolaires de l'est du pays étaient délabrés et avaient été fermés en raison de l'insécurité chronique. Les établissements d'enseignement ont parfois été la cible d'attaques de groupes armés illicites. Dans certaines zones, les parents ont empêché leurs enfants d'aller en classe par crainte que les groupes armés illicites ne les recrutent de force.

Maltraitance d'enfants : Bien que la loi interdise toutes les formes de maltraitance des enfants, ce phénomène était courant. La Constitution interdit aux parents d'abandonner un enfant accusé de sorcellerie. Néanmoins, des parents ou d'autres personnes ayant la garde d'enfants ont parfois abandonné ou maltraité ceux-ci en invoquant fréquemment la sorcellerie comme motif de leurs actes. La loi prévoit une peine d'emprisonnement pour les parents et autres adultes coupables d'avoir accusé des enfants de sorcellerie. Cependant, les autorités n'ont pas appliqué la loi.

De nombreuses églises ont entrepris d'exorciser des enfants accusés de sorcellerie. Les enfants exorcisés ont notamment été isolés, battus, fouettés, affamés et forcés à ingérer des purgatifs. Selon l'UNICEF, les enfants en situation de handicap ou atteints de troubles de l'élocution étaient accusés dans certaines communautés

d'être des sorciers. Cette pratique a quelquefois amené les parents à les abandonner.

Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés : Bien que la loi interdise le mariage avant l'âge de 18 ans pour les garçons comme pour les filles, de nombreux mariages d'enfants ont eu lieu avant cet âge. Le paiement du prix de la fiancée (dot) par le mari ou par la famille du mari à la famille de l'épouse pour la ratification du mariage a considérablement contribué aux mariages avant l'âge prescrit par la loi, du fait que certains parents mariaient une fille contre sa volonté pour toucher une dot ou pour financer la dot d'un fils.

La Constitution criminalise le mariage forcé. Les parents coupables d'avoir contraint un enfant à se marier sont passibles d'un maximum de 12 ans de travaux forcés et d'une amende. La peine est double lorsque l'enfant a moins de 15 ans.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum pour les rapports sexuels consensuels est de 18 ans pour les femmes et pour les hommes, et la loi interdit la prostitution de mineurs de moins de 18 ans. Le Code pénal interdit la pédopornographie, qui est passible de 10 à 20 ans de prison. La loi érige en infraction criminelle le trafic des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, les coupables étant passibles de peines allant de 10 à 20 ans de prison assorties de lourdes amendes. De janvier à la fin juin, l'UNICEF a porté secours à 2 018 enfants (1 999 filles et 19 garçons) victimes d'exploitation sexuelle. La plupart de ces enfants ont bénéficié d'une assistance exhaustive : suivi psychologique, soins médicaux, réintégration socio-économique et assistance juridique.

Selon certains rapports également, les enfants soldats, et en particulier les filles, étaient exposés à une exploitation sexuelle (voir la section 1.g.).

Enfants déplacés : Selon le *Rapport d'évaluation rapide, d'analyse et de planification d'action* de 2007, le plus récent qui soit disponible, il y avait dans le pays 8,2 millions d'orphelins, d'enfants en situation de handicap et autres enfants vulnérables (chiffre estimatif). Parmi eux, 91 % ne recevaient aucun appui extérieur de quelque sorte que ce soit et seuls 3 % recevaient des soins médicaux. En 2019, l'ONG Humanium a estimé à 70 000 le nombre d'enfants vivant dans la rue, dont au moins 35 000 à Kinshasa. Beaucoup de ces enfants avaient été chassés de chez eux par leurs parents qui les avaient accusés de pratiquer la sorcellerie et de leur porter malheur.

L'UNICEF a enregistré 2 646 orphelins dont les parents sont morts au cours de la flambée d'Ebola dans l'est du pays, dont la fin a été officiellement déclarée le 25 juin. Au cours de cette même flambée, 1 604 enfants ont été séparés de leurs parents, soit parce qu'ils étaient isolés après avoir été en contact avec une personne porteuse d'Ebola, soit parce que leurs parents étaient en cours de traitement. Ces enfants ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial dans des garderies soutenues par l'UNICEF.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

La communauté juive du pays était très peu nombreuse et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes en situation de handicap

La Constitution interdit la discrimination à l'encontre des personnes en situation de handicap physique, sensoriel, intellectuel ou mental, et impose à l'État de promouvoir leur participation au sein des instances nationales, provinciales et locales. Elle déclare que toutes les personnes devraient avoir accès à l'éducation nationale. En outre, la loi précise que les entreprises privées, publiques et semi-publiques ne peuvent pas exercer de discrimination envers les candidats qualifiés sur la base de leurs handicaps. Le gouvernement n'a pas fait respecter ces dispositions de manière efficace et les personnes porteuses de handicaps ont souvent éprouvé des difficultés à trouver un emploi ou à bénéficier de services d'éducation et d'autres services publics.

En novembre, la loi n'obligeait pas les autorités à assurer l'accessibilité des bâtiments ou des services publics comme la santé, l'information, la communication, le transport, le système judiciaire et autres services publics, aux personnes en situation de handicap. Si ces personnes peuvent fréquenter les établissements d'enseignement primaire et secondaire et avoir accès à l'enseignement supérieur, il n'est pas requis de dispositions particulières raisonnables de la part de ces établissements pour permettre leur inclusion pleine et entière sur un pied d'égalité. En conséquence, 90 % des adultes en situation de handicap n'étaient pas alphabétisés. Le ministère de l'Éducation a intensifié ses efforts de diffusion de programmes spéciaux d'enseignement, mais il estimait qu'il dispensait ses services à moins de 6 000 enfants porteurs de handicaps.

Les groupes de personnes porteuses de handicap ont signalé l'existence d'une stigmatisation sociale largement répandue, et notamment des cas d'enfants en situation de handicap chassés de chez eux et accusés de sorcellerie. Les familles cachaient parfois leurs enfants en situation de handicap par honte.

Membres de minorités nationales/raçiales/ethniques

Les membres de l'ethnie twa étaient fréquemment en butte à une grave discrimination sociale et bénéficiaient de peu de protection de la part des responsables publics (voir la section 1.g.).

Des rapports ont fait état de discrimination et de violences sociales à l'encontre de certains groupes minoritaires étrangers.

Populations autochtones

Les estimations concernant les peuples autochtones du pays (Twa, Baka, Mbuti, Aka et d'autres, considérés comme les habitants d'origine du pays) variaient énormément, allant de 250 000 à deux millions de personnes. Ces groupes étaient en butte à une discrimination sociale largement répandue et le gouvernement n'a pas pris de mesures efficaces pour protéger leurs droits civils et politiques. La plupart d'entre eux ne participaient pas au processus politique et beaucoup vivaient dans des zones isolées. Les combats dans l'est du pays entre les groupes armés illicites et les forces de sécurité de l'État, l'expansion des terres agricoles et l'accroissement des activités commerciales et des excavations ont provoqué le déplacement de certaines populations autochtones.

La loi dispose que les populations autochtones doivent recevoir 10 % des bénéfices réalisés du fait de l'exploitation de leurs terres, mais cette disposition n'a pas été appliquée. Dans certaines régions, des autochtones ont été enlevés et réduits en esclavage par des tribus voisines, ce qui a parfois provoqué des conflits ethniques (voir la section 1.g.) Les autochtones ont également signalé une forte incidence de viols commis par des groupes extérieurs, ce qui a contribué à des infections au VIH-sida et à d'autres complications pour la santé.

Le 8 août, à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, le président Tshisekedi a prononcé une allocution condamnant la stigmatisation sociale et l'absence de perspectives économiques dont pâtit la population « pygmée ».

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe pas de lois qui interdisent expressément les relations sexuelles consensuelles entre adultes de même sexe ; cependant, les personnes qui se livrent à de telles relations consensuelles en public, qui s'embrassent par exemple, ont parfois été poursuivies en justice en vertu des dispositions relatives à l'outrage à la pudeur, que la société a rarement appliquées aux couples hétérosexuels. Une ONG locale a signalé que les autorités n'avaient souvent pris aucune mesure pour enquêter sur les violations commises par des responsables officiels à l'encontre de personnes LGBTI, que ce soit dans les forces de sécurité ou au sein d'autres instances gouvernementales, mener des poursuites ou sanctionner les coupables, et l'impunité dans les cas d'atteintes aux droits de l'homme était un problème.

Le fait de s'identifier comme lesbienne, gay, bisexuel, transgenre ou intersexe est resté un tabou culturel et il s'est produit des cas de harcèlement par les forces de sécurité de l'État et les autorités judiciaires.

Les personnes LGBTI ont fait l'objet de harcèlement, de stigmatisation et de violence, y inclus de viols « correctifs ». Certains dirigeants religieux ainsi que certaines émissions de radio et des organisations politiques ont joué un rôle clé dans la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI.

Dans le Sud-Kivu, des personnes LGBTI ont rapporté qu'en 2018, une coalition d'églises de réveil à Bukavu a publié des documents affirmant que les personnes LGBTI étaient contraires à la volonté de Dieu. Ces publications ont contribué à rendre l'environnement plus défavorable aux personnes LGBTI dans la région. Des

défenseurs des personnes LGBTI dans l'est du pays ont signalé des détentions arbitraires et des violences physiques, y compris des passages à tabac, des cas de personnes forcées à se déshabiller, abusées sexuellement en public et violées. Dans certains cas, des personnes LGBTI ont été menacées de violences et forcées à se retirer des écoles et des autres instances publiques et communautaires.

Stigmatisation sociale liée au VIH-sida

La loi interdit la discrimination fondée sur l'état sérologique vis-à-vis du VIH, mais la stigmatisation sociale était toujours présente.

L'*Enquête démographique et de santé de 2013-2014*, la dernière disponible, comportait un indicateur indirect mesurant le niveau de tolérance des personnes interrogées à l'égard d'une personne séropositive au VIH (membre de la famille, homme d'affaires ou enseignant) et la nécessité de dissimuler la séropositivité d'un membre de la famille. Au total, 72 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient prêtes à prendre en charge un parent séropositif, mais seulement 47 % ont déclaré être disposées à acheter des produits alimentaires à un vendeur séropositif. Au total, 49 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles accepteraient qu'un enseignant séropositif dispense son enseignement à leurs enfants, et 26 % ont déclaré qu'il ne serait pas nécessaire de cacher la séropositivité d'un membre de leur famille. L'étude a estimé que le niveau global de tolérance à l'égard des personnes séropositives au VIH se situait à 4 % chez les femmes et à 12 % chez les hommes.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

La discrimination à l'égard des personnes atteintes d'albinisme était répandue et a limité leur capacité de se marier et d'obtenir des emplois, des soins de santé et des services d'éducation. Ces personnes étaient souvent ostracisées par leur famille et leur communauté. Selon des groupes de la société civile, des personnes albinos ont été tués et leurs corps ont été extraits de leur tombe et démembrés pour des utilisations rituelles destinées à octroyer des pouvoirs spéciaux, par exemple, à une équipe de football ou à une campagne politique.

Des tensions ethniques existant de longue date ont également favorisé certaines violences communautaires. Au cours du premier semestre de l'année, les populations hutues du Nord-Kivu ont subi des déplacements forcés par les forces de sécurité de l'État et les groupes armés illicites présents dans la région. Les violences intercommunautaires opposant les groupes hema et lendu dans la

province de l'Ituri ont provoqué des morts et des déplacements de populations (voir section 1.g.).

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La Constitution et la loi garantissent à tous les travailleurs, ceux du secteur informel comme ceux du secteur formel, sauf aux hauts fonctionnaires et aux membres des forces de sécurité de l'État, le droit de former des syndicats et d'y adhérer, et de mener des négociations collectives. La loi permet également à la plupart des travailleurs de faire grève légalement. Cependant, la police, l'armée, les directeurs d'entreprises publiques et privées et les domestiques ont l'interdiction légale de faire grève. La loi confère aux autorités administratives le pouvoir de dissoudre ou de suspendre les syndicats ou d'annuler leur enregistrement. Elle garantit également aux syndicats le droit d'exercer leurs activités sans ingérence, mais ne définit pas les actes spécifiques constitutifs d'ingérence. Dans le secteur privé, un nombre minimum de 10 employés est requis pour que ceux-ci puissent former un syndicat dans une entreprise, et une entreprise peut comprendre des membres de plusieurs syndicats. Les étrangers ne sont pas autorisés à exercer des fonctions syndicales à moins qu'ils ne justifient d'au moins 20 ans de résidence dans le pays, un seuil que l'Organisation internationale du travail (OIT) considère comme excessif. Pour les négociations collectives, il faut un minimum de 10 membres du comité syndical plus un représentant de l'employeur ; les membres du comité syndical rendent compte de leurs actions au reste des travailleurs. Dans le secteur public, le gouvernement fixe les salaires par voie de décret après consultation avec les syndicats. Certaines sous-catégories de fonctionnaires, tels que les membres du personnel des entités décentralisées (villes, territoires et secteurs) n'ont pas légalement le droit de participer aux consultations relatives à la fixation des salaires.

Le comité syndical est tenu de communiquer un préavis de grève à la direction de l'établissement, mais n'a pas besoin d'autorisation pour lancer une grève. La loi exige toutefois des syndicats et des employeurs qu'ils se conforment à de longues procédures obligatoires d'arbitrage et d'appel avant que les syndicats ne lancent une grève. En général, le comité remet un avis de grève à l'employeur. Si celui-ci ne répond pas dans les 48 heures, la grève peut commencer immédiatement. Si l'employeur choisit de répondre, des négociations, qui peuvent durer jusqu'à trois mois, s'engagent avec un inspecteur du travail et en dernier ressort continuent devant un juge de paix. Les employés assurent parfois un service minimum durant

les négociations, mais ils ne sont pas tenus de le faire. À moins que les employeurs aient été informés d'un projet de grève, les travailleurs ne sont pas autorisés à occuper les lieux de travail pendant une grève et les infractions aux règles relatives aux grèves peuvent entraîner des peines de prison pouvant aller jusqu'à six mois avec travail carcéral obligatoire. Cette règle n'a pas été appliquée, et aucun emprisonnement n'a été signalé.

La loi interdit la discrimination à l'égard des employés syndiqués et exige des employeurs qu'ils réintègrent les travailleurs licenciés pour activités syndicales, mais les sanctions prévues en cas de violations n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les peines n'étaient pas proportionnelles à celles qui sanctionnent les autres violations des droits civiques. La loi considère comme « travailleurs » les personnes ayant travaillé au minimum pendant une période de trois mois sans interruption ; ces personnes bénéficient donc des protections prévues par le Code du travail. Sauf lorsqu'ils appartiennent à un syndicat, la plupart des travailleurs dans le secteur de l'agriculture et des mines artisanales, les travailleurs domestiques et migrants et les travailleurs des zones franches d'exportation ne connaissaient pas leurs droits et se pourvoyaient rarement en recours lorsque les employeurs enfreignaient les lois en vigueur sur le travail.

Le gouvernement reconnaît 12 syndicats du secteur privé et des entreprises publiques au niveau national. Le secteur public, toutefois, a une longue tradition de syndicalisation et le gouvernement négocie avec ses représentants lorsqu'ils présentent des revendications ou se mettent en grève. Parmi les 15 syndicats nationaux qui représentaient le secteur de l'administration publique, cinq d'entre eux représentaient une majorité de travailleurs.

Les travailleurs ont exercé leur droit de grève. Des travailleurs des secteurs public et privé ont organisé des grèves en raison de salaires impayés. Selon les médias locaux, les agents de la PNC ont parfois dispersé des manifestations dans la violence. En mai, des mineurs à la mine de cuivre et de cobalt de la société Tenke Fungurume se sont mis en grève, et ont réussi à obtenir le versement d'une prime spéciale en rétribution de la poursuite de leur travail pendant un confinement de deux mois décrété en réponse à la COVID-19. D'autres mines ont été placées sous confinement, et les travailleurs confinés ont formulé des doléances relatives au paiement des heures supplémentaires et à la dangerosité de leurs conditions de travail, mais il est impossible de savoir si ces problèmes ont été résolus, et si oui, comment.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. Dans les petites et moyennes entreprises, les travailleurs n'ont pas pu exercer leur droit de grève de manière effective. En raison du laxisme de l'application de la réglementation du travail et du manque de financement de l'Inspection générale du travail, les entreprises et les magasins pouvaient remplacer immédiatement les travailleurs tentant de se syndiquer, de négocier collectivement ou de faire grève par des employés contractuels de façon à intimider leurs travailleurs et à les empêcher d'exercer leurs droits, malgré les protections de la loi. Par ailleurs, la discrimination antisyndicale était largement répandue, en particulier dans les sociétés sous contrôle étranger. Dans de nombreux cas, les entreprises ont refusé de négocier avec les syndicats et ont négocié individuellement avec les employés pour nuire aux efforts de négociation collective. Les syndicats avaient une plainte en instance auprès de l'OIT concernant des allégations d'ingérence dans les élections syndicales.

Malgré des accords collectifs sur les cotisations syndicales, il était fréquent que les employeurs ne versent pas ces cotisations ou ne le fassent que de manière irrégulière.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Les peines correspondantes étaient semblables à celles qui sanctionnent d'autres crimes graves.

En cas de non-paiement des taxes requises et applicables, la loi autorise l'arrestation et le recours au travail forcé comme sanction pour rembourser la dette fiscale. Cette règle n'a cependant pas été mise en pratique.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. Certains rapports ont signalé que le travail forcé, y inclus celui des enfants, se pratiquait régulièrement dans tout le pays. Au nombre des violations figuraient le travail servile, la servitude domestique et l'esclavage. Dans le secteur minier artisanal, des travailleurs s'endettaient envers des intermédiaires et des négociants pour s'acheter des aliments, des fournitures ainsi que du matériel de travail, souvent à des taux d'intérêt élevés. Ceux qui ne ramenaient pas suffisamment de minerai pour payer leurs dettes étaient en danger de servitude pour dette. Le gouvernement a continué de s'efforcer de faire entrer le secteur minier artisanal dans l'économie formelle, mais n'a pas essayé de réglementer cette pratique. Dans l'est du pays, les groupes armés illicites ont continué d'enlever et de recruter de force des hommes, des

femmes et des enfants pour en faire des travailleurs, des porteurs, des domestiques et des combattants (voir la section 1.g.). Dans les régions minières de l'est, certaines sources ont signalé que des groupes armés s'attaquaient violemment aux communautés minières et aux villages environnants et retenaient en captivité des hommes, des femmes et des enfants à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, certains membres d'unités des FARDC et de groupes armés illicites prélevaient des impôts ou, dans certains cas, contrôlaient les activités d'extraction dans les mines d'or, de coltan, de wolframite et de cassitérite. Aucun cas de personnes forcées par les FARDC à travailler dans les mines n'a été signalé. Il est arrivé que les groupes armés illicites forcent les communautés locales à mener des projets de bâtiment et d'autres travaux sur des sites miniers. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application des lois interdisant cette pratique.

Le 3 août, le ministère des Droits humains a mis en place un plan de suivi des violations des droits de l'homme et du droit du travail dans les communautés minières dans le cadre de l'initiative Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, en créant des commissions de surveillance locales composées de représentants du gouvernement, de groupes de la société civile et d'entreprises privées.

Certains policiers ont arrêté des personnes arbitrairement pour leur extorquer de l'argent (voir la section 1.d.) Selon certaines sources, dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, les personnes qui ne pouvaient payer étaient contraintes de travailler jusqu'à ce qu'elles aient « gagné » leur liberté.

Le gouvernement n'a pas appliqué de manière efficace les lois interdisant le travail forcé ou obligatoire et n'a pas pris de mesures à l'encontre des personnes faisant usage de cette forme de travail et enlevant des civils à cette fin. Les autorités n'ont pas fait état d'enquêtes officielles menées sur le travail forcé et aucune poursuite n'a été entamée. Il n'existe que peu ou pas d'information sur le sauvetage de victimes du travail forcé.

Veillez consulter également le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Toutes les pires formes de travail des enfants sont interdites par le gouvernement. La loi fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans, et un décret ministériel fixe l'âge minimum de l'emploi à des travaux dangereux à 18 ans. La loi limite également la durée de travail des enfants à quatre heures par jour et interdit à tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité de transporter des charges lourdes. Les peines ne sont pas proportionnelles à celles qui sanctionnent d'autres crimes graves.

L'application des lois contre le travail des enfants par le gouvernement est demeurée insuffisante. Bien que la justice pénale ait entendu des affaires de travail des enfants, il était impossible de savoir si des peines avaient été prononcées. Le gouvernement n'a pas alloué de ressources budgétaires spécifiques aux ministères concernés et au Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants.

Le ministère du Travail est responsable d'enquêter sur les violations en matière de travail des enfants mais il ne dispose pas d'un service spécialisé d'inspection du travail des enfants. En 2016, le Conseil national du travail a adopté un plan d'action pour lutter contre les pires formes de travail des enfants, qui devait être mis en œuvre au cours de l'année ; toutefois, en décembre, il n'avait toujours pas été mis en application. En août, l'Inspection générale du travail a publié un plan afin de mener une enquête sur le travail des enfants et d'élaborer une feuille de route pour comprendre et combattre le recours au travail des enfants dans la filière rizicole de la province du Kongo-Central. Parmi les autres organismes gouvernementaux chargés de la lutte contre le travail des enfants figurent le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant, le ministère de la Justice, le ministère des Affaires sociales et le Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants. Ces organismes n'avaient pas de budget pour les inspections et ils n'ont mené aucune enquête spécialisée sur le travail des enfants.

La loi interdit les violations des lois relatives au travail des enfants dans le secteur minier et impose des amendes aux contrevenants. Néanmoins, plusieurs sites miniers, principalement dans les provinces du Nord-Kivu et du Haut-Katanga, ont employé de nombreux enfants. Les conditions de travail des enfants employés sur les sites miniers étaient médiocres. Les enfants étaient traités comme les adultes et travaillaient sans faire de pauses et sans mesures de protection élémentaires.

En juin, les FARDC ont déployé un bataillon pour démanteler des mines artisanales dans le sud-est du pays, où les conditions de travail étaient dangereuses et le travail des enfants était très répandu. Les soldats ont chassé des milliers de

travailleurs miniers clandestins des concessions industrielles de cobalt et de cuivre. Ils auraient au passage brûlé des dizaines de logements et saccagé une école. Les FARDC, la police minière et des forces de sécurité privées, y compris celles qui protègent les concessions minières de grande envergure, auraient extorqué des fonds et infligé des violences physiques à des enfants travaillant dans des mines artisanales.

Le gouvernement a pris des mesures systématiques efficaces pour détourner le travail des enfants des mines artisanales. Le gouvernement et la Banque africaine de développement ont poursuivi leur projet, doté de 80 millions de dollars des États-Unis, pour donner aux enfants qui travaillent dans la filière du cobalt des moyens de subsistance alternatifs. En 2019, World Vision a annoncé avoir atténué l'exploitation et les pires formes de travail des enfants dont étaient victimes 1 380 enfants travaillant dans des sites miniers en leur fournissant des opportunités d'éducation et de formation professionnelle.

Le ministère des Mines interdit les mines artisanales qui exploitent le travail des enfants d'exporter leur production, mais le ministère ne disposait que de capacités limitées pour appliquer cette interdiction.

En 2019, le gouvernement a mis au point un projet doté de 2,5 millions de dollars des États-Unis pour renforcer les capacités des inspecteurs du travail à veiller à ce que les enfants de moins de 18 ans n'effectuent pas de travaux dangereux dans les mines. En outre, en mars, le ministère des Mines a publié un décret constituant une commission interministérielle avec le ministère du Travail afin d'inspecter les mines artisanales pour y détecter la présence de travail des enfants. En septembre, en raison de la pandémie de COVID-19, cette commission n'avait pas encore commencé ses travaux.

En août, le ministère des Droits humains a publié un décret mettant en œuvre l'engagement du gouvernement à souscrire à l'initiative Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme dans le secteur extractif. Ce décret définit une feuille de route pour une surveillance exhaustive des violations des droits de l'homme dans les communautés minières, et affirme la tolérance zéro pour les pires formes de travail des enfants.

En août, la PNC a adopté un manuel de la police minière, qui codifie les responsabilités d'une unité spécialisée chargée de protéger et d'appliquer les droits de l'homme dans les zones minières, notamment en ce qui concerne la lutte contre le travail des enfants.

Le travail des enfants, y inclus le travail forcé, était un problème dans tout le pays (voir la section 7.b.). Il était le plus communément pratiqué dans le secteur informel, notamment dans les activités minières artisanales et l'agriculture de subsistance. Selon le ministère du Travail, des enfants travaillaient dans les mines et les carrières de pierre, ainsi que comme enfants soldats, vendeurs d'eau, domestiques et artistes dans des bars et restaurants. L'exploitation sexuelle commerciale des enfants se pratiquait également (voir la section 6).

Divers sites miniers, situés principalement dans les régions orientales du Nord-Kivu et du Katanga, employaient de nombreux enfants. Les conditions de travail des enfants employés sur les sites miniers étaient médiocres. Les enfants étaient traités comme les adultes et travaillaient sans faire de pauses et sans mesures de protection élémentaires.

Les enfants étaient également soumis aux pires formes de travail des enfants, nombre d'entre eux étant exploités dans le cadre de travaux agricoles, d'activités illicites et de travaux domestiques. Ils travaillaient dans des mines de diamants, d'or, de cobalt, de coltan, de wolframite, de cuivre et de cassitérite dans des conditions dangereuses. Dans les régions minières du Haut-Katanga, du Kasai-Oriental, du Kasai-Central, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, des enfants passaient du minerai au crible, le nettoyaient, le triaient, transportaient de lourdes charges et extraient du minerai sous terre. Dans de nombreuses régions du pays, des enfants âgés de cinq à 12 ans cassaient des cailloux pour faire du gravier.

Les parents faisaient souvent faire des travaux agricoles dangereux et difficiles aux enfants. Les familles qui ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leurs enfants les envoyaient parfois vivre chez d'autres membres de la famille, qui les traitaient en esclaves domestiques et les soumettaient à des violences physiques et sexuelles.

Veillez également consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings> et la *Liste des produits fabriqués par le travail des enfants ou le travail forcé établie par le département du Travail* ici : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi interdit la discrimination en matière d'emploi et de profession sur la base de la race, du sexe, de la langue ou de la situation sociale. Elle ne protège pas expressément contre la discrimination fondée sur la religion, l'âge, les opinions politiques, l'origine nationale, le handicap, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou la séropositivité au VIH. En outre, aucune loi n'interdit spécifiquement la discrimination en matière d'emploi des personnes faisant carrière dans la fonction publique. Le gouvernement n'a pas fait appliquer de manière efficace les lois en vigueur relatives à l'emploi et les peines n'étaient pas proportionnelles à celles qui sanctionnent d'autres violations des droits civiques.

La discrimination fondée sur le genre en matière d'emploi et de profession se pratiquait (voir la section 6). Bien que le Code du travail dispose que les hommes et les femmes doivent recevoir un salaire égal pour un travail équivalent, le gouvernement n'a pas veillé à l'application de cette disposition de manière efficace. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), les femmes ont souvent été moins payées dans le secteur privé que les hommes faisant le même travail et elles ont rarement occupé des postes d'autorité ou à grande responsabilité. L'emploi des femmes dans des métiers considérés comme durs faisait l'objet de restrictions légales. Les personnes en situation de handicap, les personnes atteintes d'albinisme et les membres de certains groupes ethniques, tels que les Twa, faisaient l'objet de discrimination à l'embauche et pour l'accès aux lieux de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement fixe les salaires minimums régionaux pour tous les travailleurs du secteur privé, les barèmes les plus élevés étant appliqués dans les villes de Kinshasa et de Lubumbashi. En 2018, le ministère du Travail a mis en œuvre une augmentation du salaire minimum en plusieurs étapes. Le salaire minimum était supérieur au seuil de pauvreté. La plupart des entreprises ne respectaient pas ce salaire minimum, mais ont rarement été sanctionnées.

Dans le secteur public, le gouvernement fixe les salaires tous les ans par voie de décret et n'accorde aux syndicats qu'un rôle consultatif.

La loi fixe différentes durées de la semaine de travail, allant de 45 heures par semaine à 72 heures toutes les deux semaines, selon les postes, et prescrit des périodes de repos et une majoration de salaire pour les heures supplémentaires. Toutefois, elle ne prévoit pas de système de surveillance ou d'application et les employeurs du secteur formel comme du secteur informel ne se conformaient

souvent pas à ces dispositions. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires.

Le salaire mensuel moyen n'offrait pas des conditions de vie décentes à un travailleur et à sa famille. Les arriérés de salaires sont devenus plus courants pour les fonctionnaires et les employés des entreprises publiques. En outre, de nombreux employés du secteur public ont signalé n'avoir pas reçu leurs primes annuelles. En 2012, le gouvernement a commencé à payer certains fonctionnaires par le biais du système bancaire, dans le cadre d'un effort visant à mettre fin à la pratique qui consistait pour les superviseurs à créer des postes fictifs et à prélever une partie du salaire de leurs subordonnés. Le ministère du Budget a déclaré que 75 % des fonctionnaires étaient payés par l'entremise du système bancaire, proportion considérée comme très exagérée par certains observateurs. Pour une grande partie des employés, le gouvernement effectuait des envois de fonds groupés en espèces, d'un montant élevé, que les autorités locales et les superviseurs étaient chargés de distribuer.

Le Code du travail définit des normes relatives à la santé et la sécurité. Les peines n'étaient pas proportionnelles à celles qui sanctionnent des infractions comparables. Le ministère du Travail employait 115 inspecteurs et 71 contrôleurs du travail, ce qui n'était pas suffisant pour veiller à un respect systématique des règlements du travail. Les inspecteurs du travail ont l'autorité de procéder à des inspections surprises et de prononcer des sanctions. Le gouvernement n'a pas fait appliquer ces normes de manière efficace dans le secteur informel et leur application était inégale dans le secteur formel. En revanche, les grandes compagnies minières internationales respectaient les normes relatives à la santé et la sécurité, et le processus de validation du ministère des Mines comprend des critères concernant les normes minimales de sécurité. Cependant, la loi ne permet pas aux travailleurs de se soustraire à des conditions de travail dangereuses sans mettre leur emploi en danger. Quelque 90 % des travailleurs étaient employés dans les secteurs de l'agriculture de subsistance, du commerce informel ou de l'extraction minière informelle, ou à d'autres activités informelles, où ils travaillaient souvent dans des conditions dangereuses ou dans lesquelles ils étaient exploités.

En 2015, l'ONG internationale IPIS a répertorié environ 300 000 mineurs artisanaux présents dans les 2 000 sites miniers identifiés dans l'est du pays. Il a été estimé qu'il existait vraisemblablement 1 000 autres sites miniers non identifiés.